



# sommaire

<b>EDITO</b>	
Non à la démission militaire de l'OTAN	3
<b>EXCLUSIF</b> : les patrons sabotent la formation professionnelle	3
<b>SOCIAL</b>	
Elections à Bâle	4
Horlogerie : l'enjeu de la convention 80	4
<b>IMMIGRATION</b>	
Contre la politique fédérale, soutenir "Etre solidaires"	5
<b>DOSSIER</b>	
Situation internationale : La fin de l'après-Vietnam ?	6 - 7
<b>FEMMES</b>	
Rencontre nationale du MLF, les chemins se séparent	8
<b>ANTINUCLÉAIRE</b>	
USA : la lutte antinucléaire après Harrisburg	10
Graben jamais !	10
<b>INTERNATIONAL</b>	
AFGHANISTAN : l'intervention soviétique fait le jeu de l'impérialisme	7 - 9
IRAN : la crise s'approfondit	9
NICARAGUA : l'An 1 de la révolution	
Coopérative textile féminine à Esteli	
Campagne de solidarité en Suisse	12
<b>MORALE ET POLITIQUE</b>	
Les révolutionnaires ont-ils une morale ?	11

# abonnez-vous

## Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50  
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-  
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-  
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-  
 Outre-mer : prendre contact avec nous  
 abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale  
 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

## La Voix Ouvrière devient hebdomadaire

Le Parti du Travail (PdT) a dû abandonner la publication de son quotidien. Crise financière certes, mais aussi incapacité profonde de ce parti de faire de ce quotidien un instrument utile pour tous les militants et militantes, dans leur combat pour la réactivation du mouvement ouvrier depuis 1968. Durant ces années, la V.O. ne s'est nullement fait l'expression des courants combattifs dans les syndicats, comme celui du Manifeste 77. Elle est passée à côté de mouvements sociaux comme le mouvement antinucléaire.

La presse ouvrière, en Suisse, est victime de l'orientation politique ultra-collaborationniste des organisations ouvrières majoritaires : elle existe à peine et connaît des difficultés chroniques. Nous ne nous réjouissons évidemment pas de ces difficultés, quelles que soient les divergences profondes qui nous séparent du Parti socialiste ou du Parti du Travail. Car l'absence, en Suisse romande, d'un journal ouvrier quotidien est le reflet de la faiblesse politique et organisationnelle de la classe ouvrière. Elle laisse le champ libre à une presse dite d'information, qui en fait distille à longueur de colonnes les fatras idéologiques des capitalistes et de leurs représentants dans la vie politique. Véritable monopole, constitué à coup de millions, c'est là un des charmes de la démocratie bourgeoise !

Mais la crise du PdT et de sa presse a une origine profonde : 1953, 1956, 1968, ses liens

## Une initiative heureuse de la communauté "Etre solidaires"

Le "congrès des organisations d'émigrants", convoqué le 12 janvier dernier par "Etre solidaires" au Kursaal à Berne, a réuni 610 délégués de toutes les nationalités et toutes les régions de Suisse. 610 travailleurs et militantes, qui ont clairement affirmé leur refus de la politique fédérale des étrangers et leur soutien à l'initiative "Etre solidaires".

Cette prise de position a d'autant plus d'im-

portance que la commission du Conseil national réunie à Davos, a refusé, au même moment, toute mise en question du statut de saisonniers.

Ce congrès montre que les immigrés ne sont pas prêts à se laisser faire. On en a eu la démonstration lors de la plupart des discussions dans les groupes de travail et de l'assemblée plénière finale, centrées sur le problème de savoir comment les immigrés peuvent participer activement à un débat politique qui les concerne au premier chef, alors que seuls les suisses ont le droit de vote et de

décision. Les nombreuses idées avancées montrent que les immigrés peuvent et doivent intervenir dans ce débat en poussant notamment les organisations ouvrières à prendre position pour leur cause. Ce congrès a cependant aussi permis de mesurer le chemin qui reste à parcourir du côté de la population suisse. Peu de parlementaires, peu de politiciens suisses se sont dérangés pour discuter avec les immigrés. Les syndicats USS étaient pratiquement absents.

Un autre point positif de ce congrès est qu'il a permis d'amorcer

enfin une sérieuse prise de contact entre les comités contre le projet de loi sur les étrangers qui existent surtout en Suisse romande et les comités "Etre solidaires" qui existent ou sont en voie de création en Suisse allemande et au Tessin. C'est un progrès important. Désormais on peut espérer arriver à brève échéance à la mise sur pied d'une campagne nationale portée par une structure homogène regroupant l'ensemble des organisations et comités engagés activement dans la bataille pour l'égalité des droits entre immigrés et suisses.

persistants avec la politique stalinienne de la bureaucratie soviétique et son refus de proposer et de construire une véritable alternative révolutionnaire à la politique de collaboration de classe et de paix du travail pratiquée par les directions syndicales et du PSS. Et, ce n'est pas l'article vantant les vertus des libertés en République Démocratique Allemande, dans le dernier numéro de la Voix Ouvrière quotidienne de 79 qui augure un changement. Quant à l'ouverture au débat politique annoncée pour la V.O. hebdomadaire, nous ne pouvons qu'espérer qu'elle se réalise. Nos vœux donc au nouvel hebdomadaire pour qu'une discussion s'engage entre tous les courants du mouvement ouvrier sans exclusive !

## Contre le KIS

Dans son budget, le Conseil d'Etat genevois a prévu 340 000. fr. pour sa contribution au KIS, le nouveau projet d'ordinateur pour le fichage policier. Il prétend que cela ne doit pas être soumis au vote populaire, parce qu'il s'agit non d'un concordat mais d'un "accord technique". Après la PFS, et jadis la PMI, refusées à Genève, le Conseil d'Etat genevois sait en fait qu'il ne doit pas répéter la "consultation des citoyens" sur des sujets aussi ouvertement anti-démocratiques ! A l'appel du PSG (qui comme le PdT a contesté ce crédit), un comité unitaire est en voie de se constituer, regroupant PSG, PdT, LMR, Juristes Progressistes, fédérations syndicales, etc...

## Contre le règlement de service 80, contre la garde armée

Nos lecteurs savent certainement que le Règlement de service 80 réduit à néant les quelques droits démocratiques dont jouissaient les soldats à l'armée. Ils n'ignorent pas non plus que ce nouveau règlement introduit la garde armée (avec munitions de guerre) lourde de dangers pour les soldats et la population. L'échec de la PFS n'est pas étranger à cette reprise en main de la troupe; l'Etat-major entend bien forger ainsi quelques unités sûres capables le cas échéant d'assurer un "service d'ordre" contre les mouvements populaires. Pour impulser un large mouvement d'opposition à ces visées milita-

ristes, le Comité de Soldats de Lausanne appelle à la formation d'un Groupe de Travail contre le RS 80. La première réunion de ce groupe aura lieu le mercredi 23 janvier 1980 à 20h.30, à la Maison du Peuple.

## BIENNE

### assemblée publique

Les nouveaux développements de la situation mondiale en Iran et en Afghanistan : quelle réponse des marxistes révolutionnaires ? Mercredi 6 février, à 20 h. 15, Restaurant St-Gervais, Rue Basse.

# ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

## LAUSANNE

**CPO - Croix d'Ouchy**  
 sa 19 janv., 20h.30 : Pete Stanley et Brian Golbey (folk anglosaxon) et Alain Lamontagne (Québec). 12.- fr. Org. : Folk club.

**Au fou créatoire**  
 Café restaurant suisse - place Palud 8  
 jusqu'au me 23 janv. (lu à ve : 21h.30, sa : 20h.30, di : relâche) : Jean-Pierre Huser. 8.- fr. (réservations : 22 81 57).

**Lapin vert**  
 du ma 22 au sa 26 janv., 20h. : Apurimac, musique sud-américaine.

**Faux-Nez, rue de Bourg**  
 du je 24 au me 30 janv., 21h. : Gilbert Lafaille.

**Grande salle d'EPALINGES**  
 ve 8 fév., 20h.30 : Los Jaivas (folk-rock d'Amérique latine). 12 fr.

**Grande salle de CRISSIER**  
 je 24 janv. : Pauline Julien. 20.- et 25.- fr. Location : CRA - Renens, 34 42 88.

## Ancienne usine à gaz de MALLEY

ve 1er, sa 2, di 3, je 7, ve 8, sa 9 fév., 20h.30 (sauf di 3 à 17h.30), dans la petite salle : Ce que j'en ai fait, montage poétique d'après le texte de Yannis Ritsos, "Sous l'ombre de la montagne", par le Théâtre Kleber-Méleau. 15.-fr., ét., app., AVS, 12.-.

**Cinémathèque, aula de Béthusy**  
 cycle Luis Buñuel :  
 ve 25 janv. - 19h. : La fièvre monte à El Pao (1959) avec Gérard Philippe. - 21h. : Un chien andalou (1929), L'âge d'or (1930).  
 ve 1er fév. - 19h. : Las Hurdes (1932) et Los Olvidados (1950) - 21h. : El (1952).

**Cinéma de la Grande salle - CHEXBRES**  
 ve 1er, sa 2 fév., 20h.30, sa aussi 16h. : Une nuit à l'opéra de S. Wood avec les Marx Brothers (v.o.). 5.-fr. ét., app., AVS, enfants 4.- fr.

**Collection de l'art brut, Bergières 11**  
 du ma 22 janv. au di 23 mars : Jules Dou-din (né en 1884 à Payerne, mort en 1910).

**Musée des arts décoratifs, Villamont 4**  
 jusqu'au di 10 fév. : Costumes et parures populaires de Roumanie. (10 à 12h., 14 à 18h., ma aussi de 20 à 22h.).

## GENEVE

**Salle Patiño, av. de Miremont 26**  
 Concerts consacrés à des orchestres alémaniques membres du MKS (Musiker Kooperative Schweiz) :

ve 25 janv., 20h.45 : Duo Möslang / Guhl (saxes, piano, clarinette, contrebasse, batterie, instruments fabriqués par eux-mêmes) et Generator (M. Hellmann/drums, P. Frey/contrebasse, M. Plattner/guitare, A. Scherrer/saxes et flûte). Org. : AMR.  
 sa 26 janv., 20h.45 : Urs Voerkel, piano solo, et Upsilon (J. Solothurnmann/saxes, J. Amann/piano, M. Poffet/contrebasse, D. Elias/drums). Org. : AMR.

**Pic-plouc, impasse rue du Lac, Eaux-Vives**  
 sa 26 janv., 21h. : Jean Pierre Huser et ses

musiciens.  
 sa 9 fév., 21h. : Serge Vandenacker et ses musiciens (chansons).

**Musée d'ethnographie, 65 bd Carl Vogt**  
 jusqu'en mars : La Marmite Wayana, cuisine et société d'une tribu d'Amazonie (10h. à 12h. et 14h. à 17h., sauf lu).

**Ciné-club universitaire**  
 auditorio Piaget, sous-sol d'Uni II

**Cinéma polonais :**  
 lu 21 janv., 19h. : Le sel de la terre noire, de Kazimierz Kutz (1970) - 21h. : Le manuscrit trouvé à Saragosse, de Wojciech Has (1964), d'après Jan Potoki.

lu 28 janv., 19h. : Eroica, de Andrzej Munk (1957) - 21h. : Cendres et diamants de Andrzej Wajda (1958) et un film d'animation de Walerian Borowczyk (1964).

lu 4 fév., 19h. : Le doigt de dieu, de Antoni Krauze (1973) - 21h. : Illumination, de Krzysztof Zanussi (1972), plus films d'animation.  
 Cathy Mini

## AYEZ DE L'ESPRIT DE RÉPARTIE :



# Non à la démente militaire de l'OTAN

La décision de l'OTAN d'acquiescer plus de 500 missiles atomiques ultra-modernes de moyenne portée et de les installer en Europe occidentale d'ici deux ans n'est pas seulement un nouveau pas dans la course aux armements, dévoreuse de capitaux dans un monde où des millions d'hommes manquent de l'indispensable pour vivre. Elle est aussi un pas de plus vers une catastrophe atomique — qui, sans être inévitable, reste possible —, même si ce n'est pas le but immédiat de cette nouvelle escalade.

Parallèlement, une "offre de désarmement" a été faite aux puissances du Pacte de Varsovie, proposant de renoncer au stationnement de ces nouveaux missiles, si celles-ci faisaient un pas suffisant vers le désarmement. Ce n'est qu'une manœuvre pour tenter d'endiguer la forte opposition qui se manifeste en Europe capitaliste. Qui peut croire sérieusement que l'on dépense des milliards à produire des missiles pour les démolir ensuite ? Et dans les négociations secrètes, les représentants de l'OTAN poseront simplement à leur vis-à-vis des conditions inacceptables.

L'affirmation de l'OTAN, selon laquelle l'Europe occidentale accuserait un "déficit" dans l'armement nucléaire est une manœuvre mensongère analogique. Elle exclut à dessein de son "décompte" les missiles atomiques de la France et de la Grande-Bretagne (qui sont pourtant aussi dirigés vers l'Est !) et même les sous-marins atomiques des USA. Or comme le président Carter l'a lui-même dit dans son discours du 23 janvier 1979 : "Un seul de nos sous-marins Poséidon, relativement intouchable, et qui représente moins de 2 o/o de toute notre puissance nucléaire navale, aérienne et en missiles, a suffisamment de bombes à bord pour détruire toutes les villes importantes et moyennes de l'URSS".

Et l'on ose parler d'un déséquilibre dans l'armement ! Les arguments des politiciens d'Allemagne occidentale, libéraux et socialistes, affirmant que l'Europe a besoin de ses propres missiles pour résister aux pressions nucléaires de l'URSS sans l'appui des USA, ne tiennent pas plus. Car ces missiles-là, comme les précédents, ne pourront être mis à feu que par l'Etat-Major US. Le mot d'ordre de "réarmement" qui, après les Etats-Unis, gagne l'Allemagne, cache-t-il la volonté des militaristes allemands de posséder quand même un jour l'arme atomique ?

La bureaucratie soviétique ment souvent. Mais lorsqu'elle reproche à l'OTAN son réarmement, qui n'a rien à voir avec "l'équilibre des forces" mais bien avec la suprématie des puissances occidentales, elle a sans doute raison. Dans sa logique de puissance militaire (aussi absurde qu'elle soit sur le plan nucléaire), elle ne pourra rien faire d'autre que réarmer à son tour. A court terme, la décision de l'OTAN, pourrait bien viser ce but-là. En dépensant de nouvelles sommes pour son armement nucléaire, la bureaucratie se trouvera confrontée à une insatisfaction croissante des masses vu la situation économique et disposera de moins de ressources pour ses confrontations avec l'impérialisme dans l'arène internationale. Voilà qui convient fort bien à la stratégie de l'impérialisme, qui se prépare massivement à de nouvelles interventions militaires pour assurer ses profits et ses intérêts. Son budget militaire a déjà atteint de nouveaux records.

La décision de l'OTAN n'a pas été unanime : la Belgique, le Danemark et la Hollande se sont abstenus. Mais seul le refus de l'un de ces pays aurait pu invalider cette décision. Helmut Schmidt aura sans doute menacé le ministre socialiste des Affaires étrangères belge de ne plus soutenir le franc belge si son pays faisait bande à part. Après le retrait de la France et de la Grèce, une nouvelle scission menace. Les réticences de ces trois pays sont clairement le résultat d'un fort mouvement anti-nucléaire avec lequel les gouvernements socialistes doivent compter. Si la lutte contre la folie de l'armement nucléaire se poursuit et s'étend, elle peut encore provoquer des changements car l'OTAN ne saurait accepter une nouvelle scission si facilement.

En Suisse, il s'agit d'appuyer cette lutte en combattant les projets de la bourgeoisie suisse, toujours plus directement orientés vers l'OTAN.

**EXCLUSIF!**

# Les patrons de la métallurgie sabotent la formation professionnelle

Depuis le 1er janvier 1980, une nouvelle loi régit la formation professionnelle en Suisse. Il y a plus d'une année et demie que le mouvement ouvrier a tenté de s'opposer à cette loi, en lançant contre elle un referendum, dans la mesure où en échange de minuscules améliorations elle met l'accent sur une "nouveau" à rejeter : l'apprentissage accéléré. Les dispositions de l'ordonnance d'exécution du Conseil fédéral restreignent encore ces améliorations. Cependant, aussi inoffensives qu'elles aient pu paraître, les patrons de la métallurgie réunis dans la puissante ASM (Association suisse des constructeurs de machines) se sont empressés de mettre au point la stratégie qui permettrait de boycotter ces timides améliorations.

Cela se passait le 20 septembre dernier, au Grand Hôtel Dolder à Zurich. Nos chauds partisans de la paix du travail — et c'est plus qu'un détail piquant — se réunissaient à huis clos dans le cadre d'une assemblée de leur *caisse de grève* ! Notre journal en Suisse allemande "BRESCHÉ" a reçu des informations exclusives sur cette assemblée de la part de quelqu'un qui trouvait que tout cela allait un peu loin.

## Garder toute la formation professionnelle en mains patronales

Pour motiver ses plans secrets, dont il suffit de prendre connaissance pour comprendre en effet que le patronat ne tenait guère à les rendre publics, le secrétaire de l'ASM, Sauter, commence par se plaindre du fait que

*"l'apprentissage ne soit plus un domaine réservé aux employeurs".*

La nouvelle loi pourrait même encourager des forces

*"qui tentent de restreindre l'influence de l'employeur".*

Bien entendu le but est de briser ces forces ou du moins de leur couper l'herbe sous les pieds, c'est-à-dire d'ôter à la loi ses dernières épines. Ecoutons Sauter : *"Dans l'intérêt d'une politique de relève judicieuse pour notre industrie, de telles tendances doivent être contrecarrées".*

Quand le patronat décide de "contrecarrer" quelque chose, on sait qu'il peut s'en donner les moyens.

## Le sabotage légal : refuser l'extension de la journée en école professionnelle

Un des petits sucres offerts aux apprentis dans la nouvelle loi est la prolongation de la journée passée en école professionnelle d'une demi-journée en moyenne, par des cours à option. Avec étonnement on constate que l'ordonnance d'exécution a pratiquement supprimé dans les faits cette amélioration, dans la mesure où elle confie au maître d'apprentissage le pouvoir d'autoriser l'apprenti à *"suivre les cours à options qui correspondent à ses capacités"*. Ce démantèlement "légal" de la loi dans l'ordonnance d'exécution est déjà à lui seul le résultat de l'intervention du patronat auprès des fonctionnaires et des conseillers fédéraux au cours de la procédure de consultation.

## Formation de base en mains publiques — ils en étouffent les moindres velléités

La loi prévoit une seconde légère amélioration : les cantons, en collaboration avec les associations professionnelles, mettent sur pied des cours d'introduction à une formation de base inter-entreprises. Cependant, des exceptions sont prévues pour les apprentis formés dans des entreprises qui sont jugées aptes à transmettre elles-mêmes toutes les connaissances de base. Mais sans s'embarasser de la nouvelle loi le secrétaire patronal Sauter se demande :

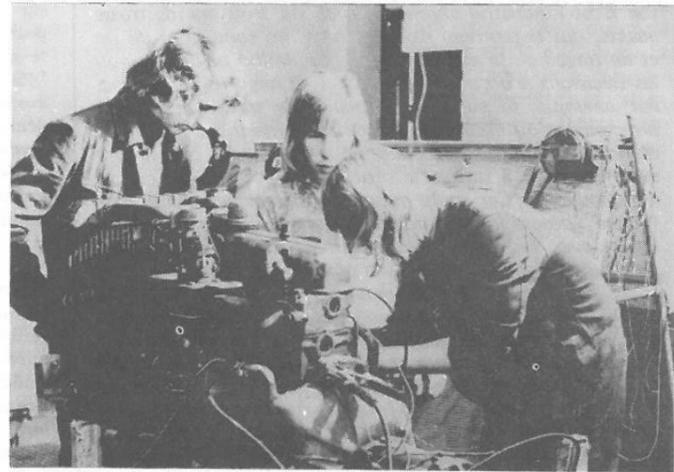
*"Devons-nous nous désintéresser du fait que la formation de base soit soustraite aux entreprises et confiée à des ateliers d'apprentissage inter-entreprises ou bien devons-nous nous y opposer ?"*

## Empêcher toute formation pratique en-dehors de l'entreprise

Et, avec le ton du maître de maison incontesté, l'orateur confie à son assemblée secrète :

*"Le comité et le bureau de notre association ont pris position pour la deuxième voie, à savoir pour une politique qui vise, autant que possible, à empêcher toute formation pratique en-dehors de l'entreprise."*

Nos conspirateurs n'en restent pas aux déclarations de principe. Ils se préoccupent des moyens pour arriver à leurs fins :



## Persuader les autorités de la qualité de la formation de base dans les entreprises

*"Il s'agit avant tout de persuader les autorités cantonales qui ont la compétence d'accorder les autorisations de suivre ces cours que la formation de base que vous (Messieurs les employeurs) donnez dans vos entreprises, est déjà aujourd'hui d'un contenu parfaitement complet, systématique et méthodique et qu'elle est assurée par un personnel qualifié, bref qu'elle est aussi bonne ou même supérieure à celle qui peut être donnée dans des cours d'introduction externes"*.

Un tel manque de modestie dépasse à ce point toute mesure que n'importe qui risque de le trouver louche. Les patrons chargés de laisser la patte aux autorités cantonales le savent parfaitement. Et c'est précisément pourquoi le secrétaire patronal se sent obligé de recommander en plus de préparer spécialement quelques

employés à vanter les mérites des entreprises :

*"Les collaborateurs auxquels vous confierez cette tâche (soudoyer, intoxiquer les autorités cantonales, réd.) doivent recevoir l'appui, les encouragements de la direction d'entreprise, qui doit aussi contrôler leurs activités"*.

Naturellement, il faut également mettre en garde ces employés contre un trop grand respect de la loi :

*"Trop souvent malheureusement il arrive que (de tels collaborateurs) abandonnent la partie au moindre signe de pression sur l'entreprise"*.

Et pour conclure, il est fait encore une fois appel à la nécessité que les employeurs se serrent les coudes pour mener à bien cette action de sabotage. Pour renforcer l'opération, on met sur pied une coordination, chargée tout particulièrement d'établir un plan de campagne précis :

*"Les directions d'entreprise doivent se donner clairement pour but d'obtenir que les entreprises formatrices soient dispensées des cours d'introduction, et des dossiers doivent être rassemblés dans ce but. Sur ce terrain, il n'est pas question de marcher avec de gros sabots. La direction de l'association et le bureau responsable des apprentissages sont à la disposition pour conseiller les entreprises."*

Il est difficile d'entendre un

langage plus direct et plus cynique — et cela précisément de la part de ceux qui, par ailleurs, se font si volontiers les défenseurs des lois officielles !

## Notre réponse : ateliers publics d'apprentissage, maintenant plus que jamais !

Il s'agit de riposter aux saboteurs de l'ASM sans attendre. La seule voie possible est celle que nous proposons sans relâche : il faut renforcer le mouvement ouvrier de telle sorte qu'il puisse faire échec à de telles actions. Non pas dans le but de défendre les lois, mais dans le but de réussir à défendre dans la pratique les intérêts des travailleurs. C'est à cela que doit servir l'instrument de l'initiative populaire fédérale que la LMR propose de lancer : **CREATION D'ATELIERS PUBLICS D'APPRENTISSAGE** sous contrôle ouvrier, pour tous ceux qui ne peuvent trouver un poste d'apprentissage de leur choix !

# VERS UNE MAJORITE DE GAUCHE A BALE ?

Les 19 et 20 janvier se dérouleront les élections au Grand Conseil et au Conseil d'Etat dans le canton de Bâle. La section bâloise de la LMR présente 31 candidat(e)s au législatif dans 3 cercles électoraux de la ville de Bâle et un candidat à l'exécutif, André Froidevaux, un des dirigeants du mouvement antinucléaire. Enseignant interdit de profession pour distribution de tract antimilitariste, il a fait 68 jours de prison pour ce motif; il a été également condamné comme "instigateur" des manifestations pour l'occupation des voies d'accès de la centrale nucléaire de Gösigen.

## Une gauche qui ne tient pas à devenir majoritaire

Aux dernières élections nationales, la gauche bâloise a enregistré un gain de voix important : elle a frôlé le 50 o/o des suffrages, rafflant 4 sièges sur 7 au Conseil National. Il y a 4 ans Helmut Hubacher, président bâlois du PSS, lançait un pavé dans la marre : il proposait une discussion sur les possibilités d'un "front de gauche" avec le Parti du Travail (PdT) et les POCH. Cela fit frémir le monde politique bourgeois et bien des sociaux-démocrates viscéralement anti-communistes : les séquelles de la guerre froide n'ont pas encore totalement disparu en Suisse allemande. Or aujourd'hui, alors qu'une telle majorité est possible, le parti socialiste n'y est plus intéressé. Il a renoncé à proposer 4 candidats au gouvernement, refusant de prendre les risques d'une confrontation trop forte avec les partis bourgeois qu'une telle candidature aurait impliqués. Le PdT, s'il parle du bout des lèvres de la possibilité d'une majorité de gauche, considère qu'il s'agit avant tout d'assurer le troisième siège socialiste à l'exécutif, siège qui avait été perdu il y a 4 ans. Et les POCH n'en ont pas fait non plus leur cheval de bataille.

## Une majorité de gauche : mais pour quoi faire ?

Lors des dernières votations (PFS, initiative antinucléaire, TVA), les résultats bâlois ont montré un certain changement du climat politique. Dans ce cadre, une majorité de gauche pourrait renforcer la confiance des salariés en leur propre force, dans leur capacité d'action, d'autant qu'ils ont sous les yeux les succès d'un mouvement antinucléaire très actif contre Kaiseraugst. Ainsi une question clé pour les salariés de la région, la destruction de l'environnement par les trusts de la chimie bâloise, pourrait être discutée en des termes nouveaux. Mais nos camarades, lors de ces élections montreront aussi les limites d'une telle majorité : elle deviendra inévitablement une majorité de gestion des intérêts du patronat si elle poursuit une politique de collaboration avec les partis bourgeois et ne prend aucune mesure réelle pour mettre en cause le pouvoir de ceux qui commandent effectivement aux hommes et aux machines. Car c'est l'industrie chimique, avec ses trois grands trusts géants, qui détermine, dans les faits, les conditions de vie et de travail de la majorité de la population bâloise et non les décisions d'un parlement, fût-il en majorité de gauche. Par exemple, la plupart des places de travail dépendent directement ou indirectement de ces entreprises. Au centre de notre campagne électorale, nous posons par conséquent cette question à travers le mot d'ordre "Ensemble contre leur pouvoir". Car toute mesure "progressiste" d'une Bâle "rouge" posera immédiatement la question d'une confrontation avec ces trusts. Les questions fiscales seront aussi particulièrement brûlantes si la gauche l'emporte. Les trois partis POCH/PdT/PS se situent dans la perspective de "ne pas tuer la poule aux oeufs d'or". Les gros contribuables bâlois ont comme tendance à chercher un refuge fiscal dans les cantons voisins, alors que les besoins financiers bâlois pour les dépenses sociales ont fortement augmenté. Toute politique qui concède des avantages fiscaux aux grosses fortunes et aux hauts revenus ne peut que se retourner contre les salariés contribuables, impliquant un blocage du personnel et une attaque aux dépenses sociales. Elle provoque de plus la destruction de quartiers à logements bon marché au profit de logements luxueux. Cette logique de la politique de gestion est défendue par les partis réformistes qui ne veulent pas remettre en cause le pouvoir des banques et des trusts. Ils refusent de faire d'une Bâle "rouge" un canton de combat contre les inégalités et les privilèges fiscaux au niveau national.

## La LMR a fait campagne pour obtenir un siège

Dans cette situation, nous tentons d'obtenir un siège. La présence d'un révolutionnaire, pour développer au Grand Conseil bâlois des arguments anticapitalistes et défendre là aussi de manière intransigeante les intérêts des salariés serait importante. Remettre en cause le pouvoir des trusts de la chimie implique surtout de renforcer les syndicats pour leur permettre de contrôler la production et les rythmes de travail et de pouvoir organiser des mobilisations et des grèves. Nous avançons la nécessité de l'ouverture des livres de comptes, l'absolue publicité de toutes les "affaires" de la chimie. Le renforcement du mouvement ouvrier est absolument indispensable pour aller vers l'expropriation des capitalistes de la chimie, la nationalisation de la chimie sous contrôle des salariés et de leurs organisations. Un premier pas dans le sens du contrôle a été tenté par le syndicat de la chimie qui a essayé d'organiser une sorte de contrôle syndical sur la mise en danger de la santé des salariés à leur place de travail. C'est là un des exemples que nous mettons en avant durant cette campagne électorale.

Vincent

## HORLOGERIE:

# L'enjeu de la convention 80

Le renouvellement de la convention horlogère pour le 1er octobre de cette année se situe dans un véritable tournant dans la production horlogère caractérisé par :

- une réorganisation sur le plan mondial provoquée par le développement sans précédent de la montre électronique (dans l'industrie suisse sa production a fait un bond en avant en 6 ans de 1 o/o à 15 o/o);
- la standardisation et l'introduction parallèle d'une production de masse de la montre mécanique (en dix ans Ebauches SA a réduit d'environ 150 à 40 le nombre de modèles de mouvements d'horlogerie), accompagnés d'une augmentation fantastique de la productivité - qui a doublé de 1971 à 1977.

Toute l'industrie horlogère est touchée par cette véritable révolution technologique; l'Europe et la Suisse en particulier sont parties tardivement dans cette course. Une des conséquences en est la place toujours plus prépondérante des trusts internationaux de l'horlogerie sur le marché mondial. Et la politique patronale horlogère envers la classe ouvrière (250 000 salarié(e)s dans le monde) et les syndicats se décide de plus en plus à ce niveau.

Ces modifications entraînent pas seulement une diminution substantielle des effectifs de la main-d'oeuvre, mais aussi un déplacement du centre de gravité des salariés de l'horlogerie, des travailleurs qualifiés (le savoir-faire artisanal) vers des travailleurs peu ou pas qualifiés (main-d'oeuvre féminine bon marché et travailleurs des ex-colonies surexploités).

## Le syndicat face à ces nouvelles questions

L'hémorragie de l'emploi due à ces bouleversements (30 000 places de travail supprimées entre 1974 et 1976 en Suisse seulement) a entraîné une pression générale sur les salaires, aggravée par le caractère monoproduit de la région horlogère. Les salaires horlogers ont passé du 2ème rang des salaires industriels suisses à l'avant-dernier rang, et cela en à peine dix ans. L'utilisation croissante de travailleurs intérimaires accentue encore ces pressions. Cette restructuration générale de la branche va s'approfondir ces prochaines années : le patronat ne cache pas que 10 000 emplois vont être supprimés en Suisse d'ici 1985. Elle a pour conséquence d'affaiblir les syndicats qui sont principalement implantés parmi les

travailleurs qualifiés, devenus minoritaires, et confrontés à une stratégie patronale internationale à laquelle ils ne cherchent pas à donner de réponse équivalente. La politique suivie par la direction de la FTMH a aussi contribué à affaiblir ces dernières années le dispositif de défense des salariés, en subordonnant la défense de leurs intérêts à celle de la place horlogère suisse. Elle a poursuivi dans la droite ligne de sa politique, menée depuis les années 30, moment où elle avait collaboré directement à la restructuration de l'industrie horlogère qui conduisit entre autres à la constitution de l'ASUAG. On peut ainsi lire dans les accords sur l'emploi signés en 1975 qu'il s'agit pour les deux parties (FTMH et patronat) de "favoriser l'évolution technique ainsi que les changements structurels nécessaires au maintien d'une industrie horlogère compétitive et de parer aux conséquences sociales qui pourraient en résulter". L'accord de 1974 sur les réajustements de salaires ainsi que les dispositions de la dernière convention sur le temps de travail contiennent des clauses qui permettent au patronat de passer par-dessus les accords conventionnels, selon ses estimations propres de la situation économique. Contrairement donc à la Fédération suisse des typographes - confrontée elle aussi à des transformations technologiques fondamentales - qui négocie une nouvelle convention avec des revendications comme le droit au recyclage et l'intégration de tous les nouveaux métiers à la convention ainsi que l'interdiction de licencier pour des motifs technologiques, la direction de la FTMH se contente de son credo traditionnel : une confiance aveugle dans la bonne volonté patronale. Et si celle-ci fait défaut, Tschumi et Ghelfi lèveront les bras au ciel pour dire que l'on ne peut obtenir plus dans ces conditions. Ce scénario, c'est celui qui s'est joué dans l'élaboration de la convention de 1975 à 1977.

## Il faut dénoncer la convention

Le renouvellement de la convention horlogère de 1980 est donc une échéance essentielle : toute politique attentiste et d'attermoiments qui consisterait, par exemple, à prolonger d'une année la convention actuelle signifierait, en fait, rendre les armes avant même d'avoir engagé le premier combat. Et lorsqu'en 1977, dans un

éditorial de la Lutte syndicale intitulé "Une politique de conquête réaliste", le président de la FTMH affirmait que "la situation était si incertaine que la convention fut, à deux reprises, prorogée d'une année, ce qui a permis de maintenir les acquis - ce qui n'allait pas de soi - et de prendre le virage demandé par les travailleurs vers une réduction de l'horaire hebdomadaire de travail", ces derniers ont pu juger sur pièce : le virage amorcé ne fut pas de ceux qui donnent le mal de mer ! Cette stratégie se révéla vite illusoire : dégradation incessante de l'emploi, des salaires, des conditions de travail; et encore dernièrement, le refus patronal de réajuster les salaires ramènent les promesses et la politique de l'époque à leur juste place.

Une évidence s'impose donc : si la FTMH veut faire aboutir les revendications prioritaires qui sont sorties de la consultation de ses sections, une autre politique que celle pratiquée ces dernières années est nécessaire. Dénoncer la convention actuelle, quelle que soit l'attitude du patronat, peut constituer le premier test dans cette direction. Cela implique de s'appuyer sur l'ensemble des syndiqués, d'engager une véritable discussion démocratique dans la FTMH, d'assurer par conséquent l'information la plus large des membres et de mener toutes les négociations "à table ouverte". C'était d'ailleurs l'une des revendications clé du Manifeste 77. Dénoncer la convention dans la perspective de gagner de réelles améliorations signifie également construire le syndicat en posant les problèmes qui touchent particulièrement les femmes travailleuses qui représentent le 50 o/o des salariés de l'horlogerie.

## Les propositions de la base : salaires et temps de travail

Dans l'ordre des priorités de revendications qui émanent des sections horlogères de la FTMH, on trouve en premier la question des salaires : l'augmentation des salaires réels, l'égalité des salaires, la mensualisation pour tous, un salaire minimum d'embauche (un groupe de Bienne propose 2 000 francs), le 13ème mois pour tous et le réajustement des salaires garanti (un groupe FTMH de Bienne avance même l'échelle mobile). Ensuite viennent la diminution du temps de travail à 40 h. - certains groupes d'entreprise demandent même que

le principe des 35 h. soit inscrit dans la convention -, puis les 4 semaines de vacances pour tous, 5 semaines dès 40 ans.

La garantie de l'emploi, entre autres l'amélioration des prestations en cas de licenciement, la protection de la maternité sont aussi exigées. L'extension des pouvoirs des commissions d'entreprise, le droit d'affichage, la réduction de la durée de la convention, les libertés d'affiliation et d'activités syndicales dans toutes les filiales des trusts suisses à l'étranger sont avancés pour la convention par certaines sections. Lorsque la section FTMH-horlogerie de Genève propose cette dernière revendication, elle rompt avec la politique de défense de l'industrie horlogère suisse en lui opposant la solidarité internationale des travailleurs. Elle touche ainsi un des piliers de la politique de collaboration de la direction de la FTMH.

En mettant l'accent sur la diminution du temps de travail et les améliorations salariales, les sections horlogères indiquent les points centraux d'une réponse aux attaques patronales. Si ces revendications étaient satisfaites, elles atténueraient les divisions entre travailleurs et travailleuses sur le plan salarial et contribueraient à renforcer l'unité de tous les salariés.

## Et la paix du travail ?

Aucune section n'a ouvertement abordé la question de la suppression de la clause de paix du travail dans la nouvelle convention, alors que, lors d'assemblées de délégués sur les réajustements de salaires ces dernières années, elle avait été posée. Cette absence laisse en fait les mains libres à la direction de la FTMH pour poursuivre sa politique et lui donne le feu vert pour brader les revendications essentielles lors des négociations autour du tapis vert. Refuser l'inscription de la paix du travail dans la convention, c'est au contraire permettre au syndicat d'agir sur toutes les questions que le patronat aurait refusé d'inscrire dans la convention dans les années qui viennent et sur des nouveaux problèmes. Dans cette logique il faut refuser toute conception des commissions d'entreprises comme organe paritaire de concertation sociale dans l'entreprise; il est par contre indispensable d'en faire des instruments indépendants du patronat, tout en développant à leur côté des véritables groupes d'entreprises de la FTMH.

Vincent/Sobo





# Contre la politique fédérale soutenons "Etre solidaires"

L'adoption par le Parlement de la nouvelle loi sur les étrangers fait de 1980 une année importante pour les immigrés.

Sûres d'elles-mêmes, les autorités fédérales ont rejeté avec vigueur "Etre solidaires", en lui opposant très directement la nouvelle loi sur les étrangers. Montrant par là que l'initiative était la seule alternative immédiate et concrète à la politique de division du Conseil fédéral. C'est, avec les avantages qu'elle procure aux immigrés, la raison de notre soutien, malgré les critiques de fond que nous lui avons adressées lors de son lancement.

## Les objectifs fondamentaux de la politique fédérale des étrangers

Pour les autorités fédérales, la "main-d'oeuvre étrangère" est tout juste bonne pour travailler. Si le travail baisse, parce que les profits se font plus incertains, elles veulent pouvoir renvoyer ces gens, afin de pouvoir épargner aux caisses de chômage le versement d'indemnités. Le même raisonnement est fait pour le statut de saisonniers. Dans son message, le Conseil fédéral avoue enfin clairement que ce statut sert en premier lieu à éviter le versement, dans les branches saisonnières, d'indemnités de chômage pendant l'entre-saison. C'est donc bien une forme institutionnalisée d'exportation du chômage ! Que ce statut entraîne des difficultés pour les travailleurs concernés n'est pas le problème du Conseil fédéral. Il ne pense qu'à exploiter, face aux autres économies nationales européennes, l'avantage que lui procure le fait que le marché de travail suisse est suffisamment attractif pour que des travailleurs soient obligés d'accepter des statuts aussi discriminatoires que celui de saisonnier, de frontalière ou de séjour pendant les 5 pre-

mières années, et qui sont tous conçus pour que le coût du chômage soit assumé soit par le travailleur immigré lui-même, soit par son pays d'émigration. Ainsi, ce pays, l'un des plus riches du monde, restera d'autant plus sûrement riche et pourra d'autant plus facilement améliorer sa position dans la concurrence intercapitaliste à l'échelle mondiale !

Cette volonté de défense des privilèges du capitalisme suisse sur le marché du travail européen et mondial est aussi à l'origine de la volonté de sélection qui caractérise la politique fédérale des étrangers en matière d'entrée. A ce sujet, le message fédéral sur "Etre solidaires" donne aussi des indications instructives : les premières cinq années du statut de séjour sont clairement présentées comme une période probatoire. La Confédération veut avoir la possibilité d'examiner si l'étranger ayant acquis une autorisation "présente ou non les qualités personnelles et professionnelles lui permettant de s'intégrer dans notre communauté nationale et s'il est possible de lui garantir à la longue un emploi". C'est donc un mérite de pouvoir contribuer à l'édification du capitalisme suisse. Seuls les meilleurs (et les plus dociles) seront admis. Ceux qui échouent seront renvoyés.

L'initiative "Etre solidaires" est rejetée par le Conseil fédéral parce qu'elle empêche à la fois l'exportation du chômage et la sélection à l'entrée. Elle veut en effet procurer une sécurité de résidence à tout étranger admis en Suisse. Elle veut que le travailleur immigré ne soit plus considéré uniquement comme une main-d'oeuvre, mais comme une personne à part entière. Elle obligerait par là la bourgeoisie suisse à assumer l'entière responsabilité des conséquences sociales des crises de son système économique et l'empêcherait de défendre ses privilèges sur le marché du travail mondial par des manipulations des droits des travailleurs.

## Une argumentation piège

Le Conseil fédéral a évidemment trop d'expérience dans la direction politique de son pays pour argumenter trop ouvertement en défense des intérêts de la classe dominante. Au lieu de vanter les mérites de l'exportation du chômage, il affirme mener une politique de "protection prioritaire accordée à la main-d'oeuvre indigène". C'est effectivement l'autre face de la médaille : en faisant subir le chômage en priorité aux travailleurs immigrés et en faisant en sorte que ces travailleurs, une fois au chômage, disparaissent du marché du travail suisse, la loi sur les étrangers réduit effectivement les pressions sur l'emploi et les salaires des travailleurs indigènes.

Le Conseil fédéral avance son argumentation avec d'autant plus d'assurance que le mécanisme préconisé a récemment fait ses preuves. Dans la récession de 1977 à 1978, l'attaque à l'emploi fut très brutale en Suisse. Les licenciements ont touché beaucoup de monde. Si les travailleurs indigènes ont majoritairement retrouvé du travail, c'est en partie parce que la loi a permis de se débarrasser des chômeurs immigrés. N'est-ce pas la démonstration que le Conseil fédéral oeuvre en faveur des intérêts de la classe ouvrière suisse ?

Pour en juger, il faut connaître le prochain pas du raisonnement du Conseil fédéral. Le Message dit en effet : si les étrangers sans tra-

vail pouvaient rester en Suisse, comme le propose "Etre solidaires", "on courrait le risque que la paix du travail soit sérieusement compromise, selon l'évolution de la situation du marché du travail". En d'autres termes : la loi sur les étrangers résout le problème du chômage dans le respect de la paix du travail.

Ce discours est directement adressé aux syndicats. La paix du travail est la doctrine officielle des syndicats suisses. Cette doctrine est de toute évidence impuissante face au problème du chômage en période de récession. La "solution" du chômage proposée par le Conseil fédéral a fait ses "preuves" dans les années passées. Elle a un effet rassurant pour les travailleurs indigènes qui, dans leur majorité, ne font pas encore confiance à la défense syndicale active et collective. La "solution" du Conseil fédéral a ainsi tout pour plaire au mouvement syndical suisse.

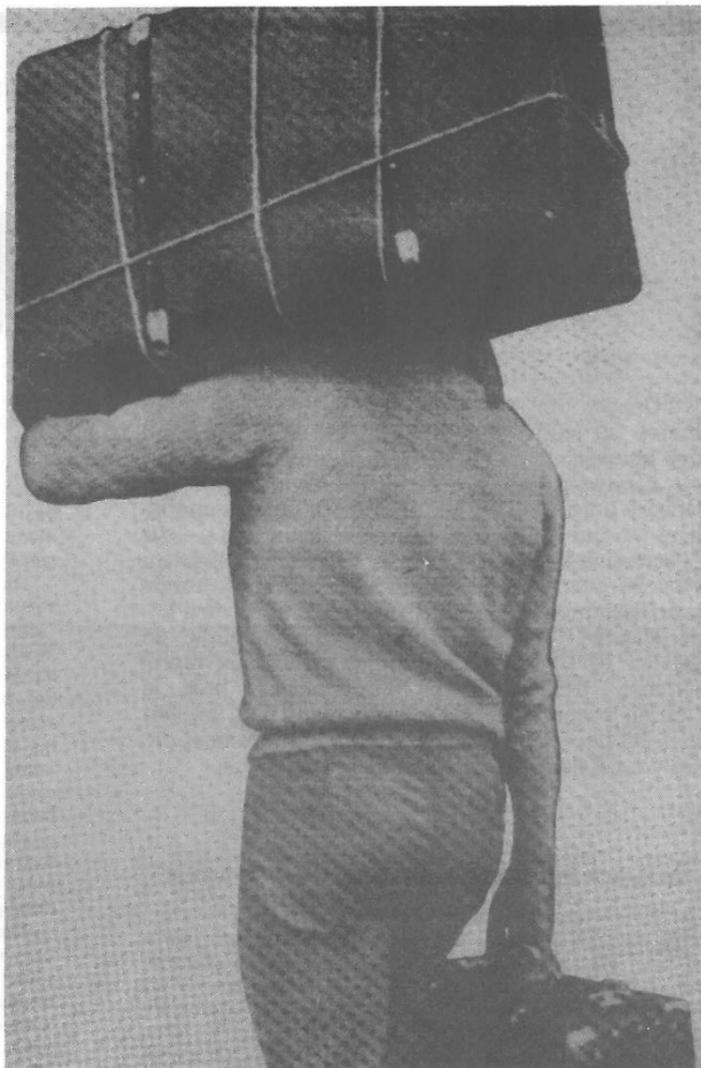
Elle n'a qu'un seul "défaut" : elle exige du mouvement ouvrier qu'il accepte qu'une partie de la classe ouvrière soit sacrifiée. Accepter la solution fédérale signifie pour les syndicats suisses, qu'ils cautionnent la division légale de leur base, qu'ils acceptent définitivement qu'une partie de l'immigration ait un statut de parias ! — ce qui peut signifier à terme que le mouvement syndical renonce à se construire dans l'immigration, ou, puisque "Etre solidaires" part des syndicats chrétiens, que les syndicats de l'USS laissent cette partie de la classe aux chrétiens.

Le Conseil fédéral a certainement l'impression de prendre ainsi le mouvement syndical dans un piège. Il nous montre en tout cas, que la question syndicale est aujourd'hui au centre de la problématique de l'immigration. De fait, il lance un défi au mouvement syndical. Saura-t-il le relever ? La gauche politique et syndicale se doit en tout cas de réagir ! Il est de la plus grande importance d'amener dans les mois à venir un maximum d'organisations syndicales à refuser le "marché" proposé par le Conseil fédéral en soutenant clairement l'initiative "Etre solidaires". Nous ne pouvons admettre que la solidarité entre travailleurs soit officiellement sacrifiée sur l'autel de la paix du travail. Il y a une alternative à l'exportation du chômage, c'est la lutte active pour la diminution du temps de travail ! En même temps nous devons lutter pour un plus grand respect des immigrés dans les organisations ouvrières.

## Refusons le statut de parias

Pour savoir comment se battre dans ce sens, il est tout à fait indiqué de puiser dans le Message du Conseil fédéral. Pour nos autorités, l'affaire est en effet réglée. Les immigrés sont des travailleurs de seconde zone. On peut leur donner le boulot que les suisses refusent. Leur apparition dans les statistiques est plus importante que leurs problèmes humains. La question à poser aux syndicats et aux travailleurs que nous devons gagner est dès lors claire : sommes-nous prêts à assumer cette attitude dénigrante ou optons-nous pour la solidarité ?

Examinons donc, pour finir, en détail les arguments développés par le Conseil fédéral : voici ce qu'il dit, pour justifier le maintien du statut de saisonniers qu'"Etre solidaires" veut abolir dans un délai de 5 ans : \* Ce statut sert à fournir de la main-d'oeuvre à des branches économiques dont les conditions de



Les travailleurs immigrés ne sont pour le Conseil fédéral qu'une main-d'oeuvre dont les coûts doivent être le plus bas possible.

travail sont telles que les travailleurs jouissant de la mobilité professionnelle refusent de s'y engager ! C'est franchement inadmissible pour le mouvement syndical. C'est l'aveu que le statut de saisonnier sert à faire fonctionner des secteurs qui paient la main-d'oeuvre en-dessous de sa valeur de marché.

\* La suppression du statut de saisonnier empêcherait la poursuite promise de la politique de stabilisation de la population étrangère résidente pour laquelle le Conseil fédéral s'est engagé sous la pression des mouvements xénophobes. Tout en travaillant en Suisse, les saisonniers ne figurent en effet pas dans la sta-

tistique de cette population. Si on abolissait le statut, il faudrait soudainement les comptabiliser. En plus, on devrait autoriser à amener leurs familles. Tout l'édifice chiffré de la politique de stabilisation du Conseil fédéral serait par terre. La question posée au monde du travail est : allons-nous suivre nos autorités dans leur volonté de sauvegarde d'un artifice statistique ou voulons-nous nous attaquer à la solution des dizaines de milliers de drames humains suscités annuellement par l'existence de ce statut ?

Sur la question des droits politiques, le discours du Message sur "Etre solidaires" passe carrément du mépris à la méfiance. Il justifie en effet les restrictions des droits constitutionnels qu'il fait subir aux immigrés tout simplement par l'argument qu'il s'agirait d'un "groupe de personnes qui font naître le danger". De plus, il donne une précision très instructive sur le caractère des restrictions qu'il compte appliquer dans le cadre de la nouvelle loi. Il écrit en effet : "il y a lieu de craindre que des étrangers ne compromettent la sûreté intérieure ou extérieure en exprimant leurs opinions politiques dans notre pays" (nous soulignons). La nouvelle loi ne procurera donc pas aux étrangers le droit d'expression politique, comme beaucoup de gens ont cru le comprendre à la lecture du projet. Le message sur "Etre solidaires" révèle que le Conseil fédéral veut conserver la possibilité de réprimer des étrangers pour la simple raison qu'ils ont exprimé une opinion politique jugée inadmissible. C'est une attitude qui promet, surtout si l'on se rappelle que la nouvelle loi introduit l'obligation pour les membres d'associations composées majoritairement d'étrangers, de dénoncer à l'Etat le nom des autres membres et l'origine des fonds...

Peut-on dès lors encore douter que cette politique est inconciliable avec les principes les plus élémentaires de la solidarité syndicale ? Le Conseil fédéral veut à tout prix soumettre les étrangers au régime d'un Etat policier. Son objectif central est la division de la classe ouvrière par l'intimidation constante des immigrés et l'alimentation de sentiments de supériorité chez les travailleurs indigènes.

"Etre solidaires" fournit les moyens pour empêcher la Confédération d'agir dans ce sens. Ce rôle est suffisamment important pour qu'on mette tout en oeuvre pour assurer à cette initiative un maximum de succès.

Faucher

## Contre l'expulsion de C. Marsala

Calogero Marsala, travailleur immigré, président de la commission d'entreprise de la Nyl-Ti (cf. la brèche no 220, 24.11.79), a donc été expulsé de Suisse, malgré l'innocence des accusations qui pesaient sur lui. Le magistrat chargé de l'affaire a dû reconnaître que Marsala n'était coupable que de violation de domicile (pour s'être attardé à l'entrée de sa boîte juste après le licenciement !).

Entretemps cependant, le patronat avait atteint son but : discrediter un travailleur combatif, l'expulser et faire planer la menace d'une expulsion possible sur tous les autres immigrés.

Le travail développé par le Comité de soutien à Calogero Marsala et les partis ouvriers tessinois (PST, PSA, PdL, LMR) a empêché que cette manoeuvre patronale se déroule dans le silence et sans réaction, mettant clairement en évidence les mensonges construits et utilisés par la Police fédérale des étrangers. Toutefois, l'immobilisme du Cartel syndical tessinois, le refus des autres partis ouvriers d'impulser une réelle mobilisation des travailleurs pour la réintégration de Marsala, contre l'action des flics, pour les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent en Suisse, ont passablement limité la réaction ouvrière à cette véritable provocation.

Dans les mois qui viennent, il s'agira d'obtenir, par l'activité des organisations du mouvement ouvrier, le retour de Marsala.

Tom, corresp. Tessin



# LA FIN DE L'AI

"Danger de troisième guerre mondiale", un thème sur lequel la presse, la radio et la télévision ont abondamment brodé depuis plus d'une semaine. L'intervention soviétique en Afghanistan a relancé à un niveau supérieur une campagne impérialiste — qui se poursuit depuis deux ans — sur "l'agressivité" de l'URSS, du Vietnam et les dangers de guerre qu'ils feraient courir à un monde insuffisamment "protégé" par les grands de l'impérialisme ! La réunion de la Guadeloupe, en janvier 1979, qui rassembla les principaux représentants des puissances impérialistes, puis le Conseil général de l'OTAN, en mai 1979, avaient déjà été l'occasion d'un déferlement d'intoxication. Qu'y a-t-il derrière cet écran de fumée ?

## GUERIR DU TRAUMATISME VIETNAMIEU

Depuis 1975, depuis la victoire de la révolution vietnamienne, s'est produite une modification des rapports de forces entre classes au détriment de l'impérialisme. Ce changement est le résultat cumulé de la défaite américaine en Indochine avec ses répercussions sur la scène politique des Etats-Unis, du déclin de l'hégémonie américaine sur le monde capitaliste, de la crise de l'économie capitaliste internationale avec les contradictions sociales exacerbées qui en découlent et la concurrence inter-impérialistes accrue. Tout cela se traduit dans la crise de direction politique impérialiste, souvent présentée par les mass media sous la forme du "caractère indéfini" de Carter.

Dans ce contexte, une série d'événements a éclaté dans la dernière période : le renversement par une mobilisation populaire sans précédent de la dictature du chah, gendarme régional qui méritait toute la considération de la Maison Blanche, de la CIA et, plus généralement, de toutes les chancelleries des puissances impérialistes; l'éclatement de la révolution en Amérique centrale et dans les Caraïbes, avec la liquidation de Somoza par une insurrection populaire; une nouvelle montée de la mobilisation anti-impérialiste en Iran cristallisée autour de la "prise d'otages" de l'ambassade des Etats-Unis, avec un écho dans beaucoup de pays "islamiques". L'intervention soviétique en Afghanistan pour empêcher l'effondrement du régime issu du coup d'Etat d'avril 1978, en réponse à une offensive répressive de Daoud contre le PPDA et des dirigeants syndicaux, souligne la perte relative des capacités d'intervention américaine directe dans une région clé. Carter ne pouvait simplement faire le gros dos.

Tous ces coups portés à l'impérialisme — avant tout américain — ne doivent pourtant pas faire oublier l'aspect apparemment paradoxal de cette crise : sur le plan militaire, les Etats-Unis restent la principale puissance à l'échelle mondiale. Ils disposent des moyens de destruction militaire les plus grands et les plus terrifiants de toute leur histoire.

Mais pour faire un usage plus efficace de cette force militaire, pour pouvoir se lancer dans une nouvelle étape de la "course aux armements", pour pouvoir mieux utiliser les atouts que constitue la consolidation militaire de nouvelles "bases" (de la Thaïlande à l'Egypte en passant par le Pakistan et la Turquie), pour frapper directement une révolution montante, il faut d'abord que l'impérialisme américain "guérisse" les masses laborieuses des Etats-Unis du "traumatisme" vietnamien. Carter s'y est employé depuis son accession à la présidence. Cette tâche est menée avec une résolution accrue depuis trois mois.

D'abord, Carter a lancé la politique des "droits de l'homme", afin de créer une idéologie qui prenne la relève de celle diffusée par Kennedy et qui s'écroula sous les coups de boutoir de la révolution vietnamienne. Chomsky notait fort à propos qu'"il est frappant que la 'découverte' du goulag se soit produite à la fin de la guerre du Vietnam, au moment où il convenait de détourner l'attention vers d'autres atrocités" (Le Monde, 22. 2. 1979).

Ensuite, prit forme une campagne qui, dernièrement, s'articula sur : le danger représenté par les "chars soviétiques" à la frontière de l'Europe capitaliste, la "découverte" de la brigade soviétique à Cuba, l'attaque teintée de racisme contre la révolution iranienne (décuplée à l'occasion de la "prise des otages") et, aujourd'hui, les "bruits de bottes de l'armée rouge" en Asie centrale.

Tout cela est fonctionnel : faire accepter aux masses américaines l'idée d'un engagement armé, américain si nécessaire, contre la mobilisation anti-impérialiste d'un peuple et aussi faire avaler l'accroissement important du budget militaire des Etats-Unis au moment où la politique d'austérité s'attaque vigoureusement à toutes les dépenses sociales. L'impérialisme cherche à surmonter l'obstacle politique interne à une intervention vigoureuse et efficace contre l'essor des révolutions. Carter veut donc mettre fin à la période post-vietnamienne. Il accentue son effort actuellement.

## DESARMEMENT ET NOUVELLE ETAPE D'ARMEMENT

Il est bien connu que lorsque l'impérialisme veut franchir une nouvelle étape dans son surarmement et réorganiser ses positions pour préparer la contre-attaque, il parle de "désarmement" et fait un grand vacarme sur "l'imminence" de la guerre.

Quelques clarifications sont nécessaires face à cette vague de propagande.

Premièrement, entre SALT I (Strategic Arms Limitation Talks — discussions sur la limitation des armes stratégiques), en 1972, et l'accord de principe pour SALT II, l'arsenal des principales puissances n'a fait que croître, quantitativement et, surtout, qualitativement. Les plafonds fixés par les accords sont si hauts qu'ils ne peuvent en rien être un facteur de désarmement. Les limitations constituent en outre un stimulant à la recherche de la production d'armes dans des domaines qui échappent aux réglementations. Les gigantesques investissements nécessaires à ces "percées technologiques" stimulent la nécessité d'exportations d'armes, y compris de l'avant-dernière génération<sup>1)</sup>. Il n'y a donc pas de désarmement.

Deuxièmement, l'impérialisme américain se lance dans une nouvelle étape de la production d'armements qui, soit combine des techniques acquises depuis assez longtemps avec de l'électronique de pointe, soit s'effectue dans un domaine techniquement nouveau. Dans cette période de crise économique, ces nouveaux projets viennent à point pour épauler les industries de pointe de l'impérialisme.

Selon le "Herald Tribune" : "si les planificateurs d'armements réussissent, la prochaine décennie va inaugurer une période de telle innovation dans l'armement qu'elle transformera la guerre comme on la connaît (sic) sur le terrain, dans les océans, dans l'air et dans l'espace" (5/6. 1. 1980).

Robert Fossum, directeur des projets de recherche du Pentagone déclare : "De tels développements ont été rendus possibles par l'apparition de choses telles que les micro-computers, pas plus grands que l'ongle d'un doigt, et qui possèdent des millions d'éléments actifs. Et cela c'est un domaine de la technologie où les russes sont en retard et où ils prendront encore plus de retard" (Herald Tribune, 5/6. 1. 1980).

Une partie de cette nouvelle phase de l'armement américain possède déjà un nom : le sous-marin Trident, capable de lancer 24 missiles de 7 têtes nucléaires chacun, avec une précision de 450 mètres; "il pourra tirer sur le territoire soviétique en restant à l'abri des mers contrôlées par les américains"<sup>2)</sup>; les missiles Cruise, bombes volantes, qui pour riposter au nouveau bombardier soviétique Backfire "peuvent modifier leur programme de vol en marche, après observations par satellite de la trajectoire de Backfire"<sup>3)</sup>; les missiles mobiles MX possédant 10 têtes nucléaires chacun et devant être opérationnels entre 1985 et 1989. Et nous n'énumérons pas la bombe à neutrons que Carter fait fabriquer en "pièces détachées"<sup>4)</sup> ou le rayon laser à haute énergie, ainsi que le vaste réseau de satellites nécessaires au bon fonctionnement des missiles, des avions, de la "munition guidée avec précision" !

Voilà ce qu'il y a derrière la campagne sur le "désarmement" et sur la "nécessité de renforcer la défense du monde libre". Voilà ce qui explique les budgets militaires (en chiffres absolus, ce qui est plus important que les pourcentages du PNB).

## "LA SUPERIORITE RUSSE" ET LE REDEPLOIEMENT AMERICAIN

Troisièmement, pour couvrir et justifier ce nouvel effort dans l'armement comme la consolidation de nouvelles "bases" pour l'impérialisme, il faut bien créer le mythe de la supériorité de l'URSS sur le plan militaire. Claude Julien souligne à juste titre : "Aucun expert ne l'ignore, le rapport de forces réel ne correspond pas à l'impression superficielle qui se dégage d'une comparaison purement quantitative... L'insistance avec laquelle, aux Etats-Unis, sont évoquées certaines données chiffrées ne saurait induire en erreur : largement repris par la presse, de tels arguments tendent essentiellement à convaincre le Congrès de se montrer plus généreux pour le budget militaire. Les officiers du Pentagone ne sont pas seuls à jouer cette corde : l'industrie y trouve son profit. Mais cette surenchère n'exclut pas la sérénité, car nul responsable n'ignore la supériorité qualitative de la puissance militaire américaine"<sup>5)</sup>. Une supériorité qui traduit les différences de niveau de développement sur le plan technologique dans des domaines spécifiques, mais décisifs sur le plan de l'armement.

Alain Joxe, expliquant l'offensive des milieux de l'OTAN pour doter les puissances européennes de PGM (missiles guidés avec précision) — l'affaire Pershing II et Cruise — écrivait : "Si l'on passe à ce niveau d'alarme, c'est que le moment du déploiement général des PGM est venu et qu'une vaste opération industrielle et commerciale

est en jeu. On réhabilite au niveau des moyens de communication de masses la menace d'une attaque surprise d'une colonne blindée au moment même où la colonne blindée est considérée comme obsolète. Pour justifier le déploiement des PGM anti-chars et anti-avions, il faut bien qu'il y ait en face un objectif traitable par ces armes. Si les chars russes n'existaient pas, il faudrait les inventer"<sup>6)</sup>.

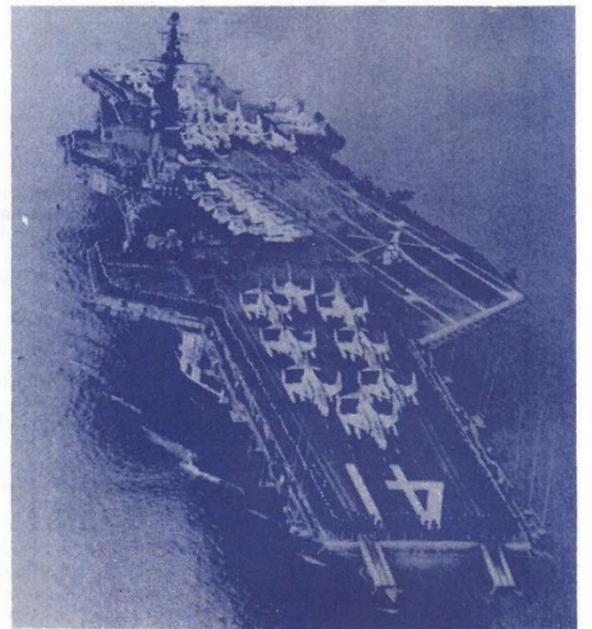
Indiquant la supériorité technologique américaine, y compris face aux armes de pointe des soviétiques (le bombardier Backfire et les missiles SS 20), Andrée Jallon conclut que "le coût de l'installation par les soviétiques d'un tel système anti-missiles (en réponse au Pershing II et au Cruise), évalué à 80 milliards de dollars, est insupportable pour l'économie du pacte de Varsovie"<sup>7)</sup>.

Une autre facette de la "course" aux armements s'éclaire ici. "L'armement est surtout une arme économique américaine visant à faire souffrir l'économie russe, qui suit seulement le mouvement comme le montre le fait que les relances sont toujours qualitatives du côté américain et quantitatives du côté soviétique."<sup>8)</sup> "Dans les pays occidentaux, la production de matériel de guerre est une nécessité économique... Pour les pays de l'Est, l'industrie d'armement pèse très lourd sur l'économie et constitue un frein au développement."<sup>9)</sup> Il est certain que l'impérialisme exerce, par le biais du développement qualitatif (et aussi quantitatif) de son arsenal une pression économique importante sur la bureaucratie soviétique avec des conséquences directes dans la répartition des investissements productifs.

Enfin, si l'URSS a incontestablement renforcé son potentiel militaire — y compris naval et aéro-naval — il est aussi certain que les Etats-Unis restent supérieurs dans le domaine de la force d'intervention. "La supériorité numérique des forces américaines d'intervention est accentuée par la qualité de leurs performances : absence de capacité de ravitaillement en vol pour les avions de transport soviétiques, absence d'unités d'hélicoptères intégrées aux forces amphibies... Plus important encore, l'URSS n'a pas de véritables porte-avions d'assaut; ne possédant pas de supériorité aérienne sur le champ de bataille, les forces terrestres soviétiques seraient hautement vulnérables", écrit un chercheur américain<sup>10)</sup>.

Tirer parti de difficultés momentanées de l'impérialisme américain pour effectuer une intervention militaire classique — sans risques aériens — dans un pays qui jouxte la frontière de l'URSS — comme on l'a vu en Afghanistan — ou, encore, apporter son soutien logistique comme en Angola ou en Ethiopie, c'est une chose. Une autre serait de déclencher des opérations du type de celles effectuées par l'impérialisme américain en Corée ou au Vietnam. Nous ne mettons même pas l'accent ici sur le rôle de ces interventions de la bureaucratie sur le plan social. L'exemple de l'Angola montre bien qu'il ne s'agit pas pour elle de stimuler la révolution et la mobilisation des masses, ce qui n'est pas sans conséquence sur le plan des équilibres de forces internationales.

Quatrièmement, depuis quelques années, et spécialement depuis le renversement de la dictature Pahlavi, les Etats-Unis font un effort considérable de renforcement de l'arsenal militaire — et répressif — de nombreux de ses alliés. Ainsi, en mai 1978, le Sénat américain prenait la décision de livrer des avions de combat plus sophistiqués à l'Egypte, à l'Arabie Saoudite, à Israël. L'administration Carter, dans ce début d'année, vient même de décider de mettre à la disposition de plusieurs de ses alliés des F-16, dont Israël avait eu la primeur.



# PREMIERS - VIETNAM ?

Un calcul a été établi pour évaluer les livraisons d'armes dans le Poche Orient. Pour les années fiscales 1976 et 1977, le total des ventes de gouvernement à gouvernement s'élevait à 10 400 millions de dollars (si l'on soustrait les ventes à l'Iran); pour les années 1978 et 1979 le montant est de 16 400 millions de dollars<sup>11)</sup>.

L'essentiel de ces ventes se fait en direction de l'Arabie Saoudite, du Yémen du Nord, de l'Égypte (projets pour 10 milliards de dollars), d'Israël (depuis 1973, 12 milliards de dollars d'aide militaire lui ont été attribués), du Maroc (les crédits militaires américains ont été augmentés de 50 o/o), du sultanat d'Oman. Les États-Unis construisent donc dans la région une nouvelle "ceinture de sécurité", et préparent des troupes à intervenir dans le golfe Persique. A cela, il faut adjoindre la consolidation des positions militaires de la Thaïlande, de la Corée du Sud, les livraisons d'armes à Taiwan (240 millions de dollars, début janvier, de missiles anti-aériens), le soutien militaire accordé au Nigéria, au Kenya, à l'Afrique du Sud, les mesures prises pour intervenir en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Aujourd'hui, le Pakistan a droit à une nouvelle vague d'aide militaire — et jouera l'intermédiaire pour "résistance afghane" — des États-Unis. La Turquie est aussi massivement aidée. Enfin, il est certain que Washington fera tout pour reprendre pied en Iran, profitant peut-être des effets politiques de l'intervention soviétique en Afghanistan.

## UNE DETENTE UN PEU PLUS TENDUE

Contrairement aux dires de la vague de propagande, c'est en fait à la préparation d'une contre-offensive impérialiste à laquelle nous assistons. L'impérialisme a connu de nombreux revers. Il se trouvait englué — ce qui put se constater à l'occasion de la révolution iranienne et du renversement de Somoza au Nicaragua —, mais il n'est pas paralysé et dispose d'une force militaire énorme.

Prendre des mesures de rétorsions ou riposter militairement de façon "localisée" — ce que les "progrès" même de l'armement doivent à son sens permettre —, pour empêcher la chute d'un allié, le développement d'une montée révolutionnaire ou la perte de positions acquises, devient l'axe d'une politique impérialiste qui cherche à se sortir de la période de la "défaite au Vietnam". La mise au point du coup d'Etat préventif au Salvador en était un indice, même si la crise est loin d'être réglée.

La réponse faite par Carter aux soviétiques s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit moins des accords SALT II, que le sénat américain allait certainement repousser, du moins durant la période électorale, mais des mesures de rétorsion sur le plan de la livraison de céréales. Cette riposte n'est pas seulement liée aux besoins de resserrer les rangs des électeurs en vue des présidentielles. Elle doit aussi permettre de viser à introduire une nouvelle cohésion dans la direction du monde impérialiste; on l'avait déjà vu à l'occasion des décisions de blocus économique de l'Iran. Elle doit aussi permettre de préparer le terrain pour concrétiser, si nécessaire, cette contre-offensive par une intervention militaire en Amérique centrale, dans les Caraïbes ou dans le golfe Persique et, ceci, en limitant au maximum le prix politique à payer. Dans ce sens, il y a une certaine modification du climat de détente, qu'il ne s'agit pas de confondre avec une suppression des accords d'ensemble entre la bureaucratie du Kremlin et Washington.

La bureaucratie, comme le montre l'histoire depuis 1947, peut profiter d'une situation de crise de l'impérialisme, peut enregistrer les progrès du développement de la lutte anti-impérialiste des masses pour tenter de marquer des points et pour tisser des liens avec des directions nationalistes petites-bourgeoises. Attachement au statu quo ne signifie pas gel absolu des positions, mais volonté de ne pas rompre l'équilibre global et de freiner la montée de la révolution mondiale. Cette volonté a sa racine dans la nature

sociale conservatrice de la bureaucratie, comme ses méthodes d'intervention reflètent celles avec lesquelles elle assure sa domination.

Néanmoins, la profonde crise du système impérialiste, les rapports de forces entre classes feront que toute intervention impérialiste aura des répercussions politiques importantes et sera à son tour un élément de prolongement de sa crise. Seule la défaite des masses laborieuses dans une série de pays décisifs du monde impérialiste et des pays coloniaux pourrait permettre à l'impérialisme de faire un pas décisif vers un affrontement militaire. Dans ce sens, la lutte des travailleurs et paysans pauvres contre la domination capitaliste et impérialiste, pour le renversement du système capitaliste reste la seule garantie contre le danger de guerre nucléaire qui est l'image de la barbarie capitaliste.

Ch.A. Udry

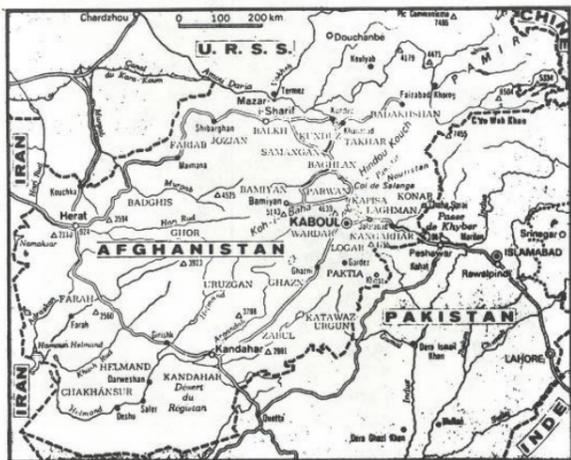
- 1) Voir à ce sujet l'étude de Michael Klare "Monsieur Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger", Monde diplomatique — novembre 1977.
- 2) Projet — no 139 — novembre 1979 — Jean Paucot "A l'heure de Salt II", page 1 131.
- 3) "Les armes en place sur le théâtre européen" — André Jallon — Monde Diplomatique — décembre 1979.
- 4) Michael Klare — "Letter from Washington" dans "The Nation" — 3. 2. 1979.
- 5) "Le Monde" — dossiers et documents — no 67 — janvier 1980.
- 6) Alain Joxe — "Erosion et souveraineté nationale" — Monde diplomatique — juin 1979.
- 7) Monde diplomatique — décembre 1979.
- 8) Monde diplomatique — juin 1979.
- 9) Andrée Jallon — "Les profits du désarmement" — Monde diplomatique — août 1978.
- 10) Michael T. Klare — "Un arsenal très élaboré" — Monde diplomatique — juillet 1979.
- 11) Max Holland — "La 'diplomatie des armes' et ses dangers" — Monde diplomatique — janvier 1980.

## L'intervention soviétique en Afghanistan fait le jeu de l'impérialisme

Depuis avril 78, la bureaucratie soviétique apportait son soutien à l'orientation du régime issu du coup d'Etat contre Daoud. Ce soutien aux méthodes d'un gouvernement (celui de Taraki, puis celui d'Amin), qui pour faire passer ses réformes comptait de plus en plus sur des mesures de coercition, se situe logiquement dans la continuité de la pratique de la bureaucratie. En effet, c'est de cette façon qu'elle maintient son pouvoir en URSS.

L'intervention massive en décembre 1979 / janvier 1980 s'est effectuée au mépris de la sensibilité des masses prolétariennes et à l'encontre d'une éducation en faveur de l'internationalisme prolétarien. Ce qui ne sera pas sans conséquences. C'est cette politique dans son ensemble que nous rejetons.

L'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan s'est effectuée à un moment où le régime dirigé par Hafizullah Amin se trouvait dans une situation extrêmement difficile. Une grande partie du territoire échappait au contrôle du gouvernement central. Les forces "rebelle" étendaient leur champ d'action. Un processus d'effritement de l'armée se manifestait. La crise au sein du PPDA s'exacerbait. La possibilité d'un effondrement du régime d'Amin — issu d'un coup qui échappa certainement aux calculs de la bureaucratie soviétique, en septembre 1979 — était tout à fait réelle.



Les bouleversements produits dans la région depuis le renversement du chah d'Iran et l'effort manifesté par l'impérialisme pour y rétablir ses positions rendaient fort risqué pour l'URSS, très engagée en Afghanistan, le possible renversement par des forces sociales conservatrices du régime issu du coup d'Etat d'avril 1978.

### DES COUPS D'ETAT PRO-SOVIETIQUES A LA GUERRE CIVILE

Le coup d'Etat d'avril 1978 se fit en réponse à des mesures répressives prises par Daoud après des mobilisations qui se développèrent à l'occasion des obsèques d'un dirigeant syndical — Mir Akbar — liquidé par la police du prince. Le régime Daoud, installé en juillet 1973, n'appliqua aucune des réformes promises. Il opéra un tournant progressif en direction de l'Iran et des puissances impérialistes.

Son renversement, organisé par le PPDA qui reçut l'appui de militaires avec lesquels aussi bien la fraction Kalq (Peuple) que la fraction Parcham (Drapeau) avaient tissé des liens durant les dernières années, se fit sans une mobilisation et une participation des masses. La fraction Parcham avait d'ailleurs participé au gouvernement de Daoud.

La base sociale du PPDA était très restreinte, essentiellement urbaine dans un pays où 85 o/o de la population est rurale. Le PPDA, créé en 1965, recrutait essentiellement dans les couches de la petite-bourgeoisie urbaine et de l'intelligentsia, y compris dans des fractions de l'armée.

Le PPDA s'engagea dans une révolution "démocratique bourgeoise" affirmant la nécessité "d'une révolution démocratique et nationale, étape première et nécessaire de la révolution socialiste".

A partir de ses conceptions — puisées largement dans l'idéologie stalinienne — et tenant compte de la nature de sa base sociale ainsi que de ses liens plus que ténus avec les masses paysannes, le PPDA appliqua une politique tendant à réaliser des réformes en s'appuyant non pas sur la mobilisation des masses, mais sur l'armée, l'appareil d'Etat et la répression. Ceci conduisait logiquement au besoin accru d'un soutien militaire de l'URSS.

Ce type de direction n'était pas porté à stimuler des mobilisations des masses — les paysans pauvres (très petits paysans et une masse importante de paysans sans terre) ne possédaient pas une tradition de lutte et d'organisation —, car elle craignait de perdre tout contrôle sur le processus, une fois rompues ou fortement ébranlées les structures sociales et politiques traditionnelles. En outre, le poids de la classe ouvrière est très réduit — quelques centaines de milliers de travailleurs environ sur une population totale de près de 17 millions d'habitants —, ce qui constitue un



Les troupes soviétiques ne peuvent pas se substituer à l'activité, la mobilisation et l'auto-organisation des masses afghanes.

facteur ne favorisant pas une dynamique de révolution permanente.

Les réformes entreprises par le nouveau régime se développaient sur trois terrains avant tout : réforme agraire, éducation (90 o/o de la population est analphabète) et diverses mesures démocratiques concernant le statut de la femme (suppression du "prix de la fiancée", ouverture de l'enseignement aux filles) ou l'enseignement de la langue des diverses nationalités. La réforme agraire était limitée : distribution de la terre, plafond pour la propriété privée, et suppression de l'usure qui pesait très fortement sur les masses paysannes. Les moyens et l'encadrement nécessaires pour faire avancer cette réforme étaient très réduits; ses effets furent souvent contradictoires, car elle ne répondait pas à l'ensemble des problèmes de fonds qui se posaient aux masses les plus déshéritées. Les méthodes politiques utilisées par le PPDA rendirent encore plus problématique la tentative de solution des problèmes ethniques — d'une extrême acuité en Afghanistan — et la réponse à l'emprise religieuse mise à profit par la réaction.

Néanmoins, malgré la timidité relative des réformes, la réaction des chefs tribaux, des propriétaires fonciers précapitalistes, d'une partie de l'ancien appareil d'Etat de Daoud et du clergé fut vive.

L'opposition réactionnaire tente de s'unifier, quatre groupes donnent naissance au Teiman Atahad-Islami ("Ceux qui jurent de lutter pour l'Islam"). D'autres organisations, parmi lesquelles des forces importantes liées au clan monarchique, engagent la lutte contre le nouveau régime

suite page 9

## RENCONTRE NATIONALE DU MLF:

# les chemins se séparent

Une centaine de femmes ont participé au week-end national du MLF, tenu à Baden les 8 et 9 décembre. Ce week-end avait pour but de poursuivre la discussion amorcée à la première rencontre du mois de mai (la brèche no 211/212 - 30 juin 1979) sur l'analyse de la crise du MLF et les perspectives de travail afin d'aboutir à des décisions pratiques quant à l'existence même du MLF, son fonctionnement et son activité. Cette réunion devait entre autres donner l'occasion aux différentes tendances, en particulier aux féministes radicales et aux féministes socialistes<sup>1)</sup> de présenter leurs analyses et de confronter leurs positions respectives.

Malheureusement, exception faite d'une contribution théorique d'une militante du MLF de Fribourg, seules les femmes de la LMR ont présenté un texte analysant les différents aspects de la crise actuelle du MLF et avançant des propositions concrètes pour son activité future.

Cette absence de débat entre les deux tendances s'est confirmée lors des discussions dans les groupes de travail, les féministes radicales refusant de se confronter aux féministes socialistes. A notre avis, ce refus cachait dans les faits le manque d'analyses et surtout de propositions crédibles pour faire avancer le mouvement de ce courant.

### Les termes de la discussion

Dans l'analyse de la crise actuelle du MLF, les facteurs suivants ont été mis en évidence : grande hétérogénéité des groupes, manques dans la discussion interne, présence de courants se bloquant mutuellement, repli sur soi pendant une longue période, difficultés à se lier à de nouvelles couches de femmes et, d'une manière générale, manque de clarté sur les buts du Mouvement femmes (MF) et du MLF en particulier.

Les débats autour des perspectives ont porté essentiellement sur deux points : 1) l'activité à développer aujourd'hui en tant que MF; 2) les structures à mettre en place pour développer le travail de manière efficace.

1) En ce qui concerne les thèmes de travail, la majorité des femmes était d'accord pour dire qu'il fallait davantage que par le passé - par une activité plus orientée vers l'extérieur - s'adresser largement aux femmes, tout en considérant que les groupes de conscience avaient une place légitime dans le mouvement.

Une petite minorité, les féministes radicales anarchistes, ne veut au contraire pas définir ses activités à partir des besoins d'autres femmes, mais des siens propres. Cependant elle ne s'oppose pas au fait que d'autres femmes développent d'autres types d'activités.

Si une majorité était d'accord sur la nécessité de travailler vers l'extérieur, des divergences sont apparues quant au choix des thèmes et des méthodes de travail. Ceux-ci dépendant en effet très largement de l'analyse que l'on fait de l'oppression des femmes. Ainsi des désaccords importants sont apparus entre les féministes socialistes et les féministes radicales.

Les féministes socialistes ont défendu le point de vue qu'il s'agit, dans le choix des thèmes, de tenir compte des préoccupations suivantes :

- il est nécessaire de partir des besoins de la majorité des femmes, à savoir ceux des femmes des couches salariées, travailleuses et ménagères. Ce sont ces femmes qui subissent la plus forte exploitation économique et dans la plupart des cas aussi la plus forte oppression.

En ce qui concerne les travailleuses, leur possibilité de se syndiquer facilite leur activité pour la défense de leurs droits.

- Nos forces étant restreintes, nous devons les concentrer au niveau local et national sur des campagnes centrales pour la cause des femmes. Il faut donc faire un choix à partir de l'actualité politique des différentes revendications et de la possibilité qu'elles offrent d'organiser des femmes et de créer un large mouvement.

- Les MLF ne sont qu'une partie du MF, ils ne peuvent prétendre se faire seuls les porteurs des aspirations de l'ensemble des femmes. Dans ce sens, ils doivent rechercher systématiquement l'unité de tous les groupes ou structures femmes autour de campagnes précises. Pour changer les rapports de forces politiques en faveur des femmes, le MF doit également chercher le soutien de toutes les forces qui sont prêtes à soutenir activement ses revendications.

La discussion encore trop peu approfondie n'a pas permis de préciser quelles unités favoriser au-delà des composantes directes du MF, quels liens privilégier avec les organisations du mouvement ouvrier en particulier.

Sur cette base, 3 groupes de travail sur 5 ont retenu les thèmes de travail suivants : droit à l'avortement, protection de la maternité, droit à un emploi pour toutes les femmes, droits égaux pour l'homme et la femme, nouveau droit de famille, formation professionnelle. Dans le cadre de cette rencontre, il n'a pas été possible de discuter à fond de ces thèmes et de fixer des priorités. C'est pourquoi les femmes intéressées se retrouveront au mois de février<sup>2)</sup> afin d'élaborer une plateforme de travail.

- Ces femmes ont par ailleurs décidé de répondre à un télégramme de l'Ofra concernant l'organisation du 8 mars 1980, en lui proposant d'inviter largement tous les groupes femmes, les commissions femmes des syndicats et des partis pour discuter des thèmes à mettre au centre de la mobilisation.

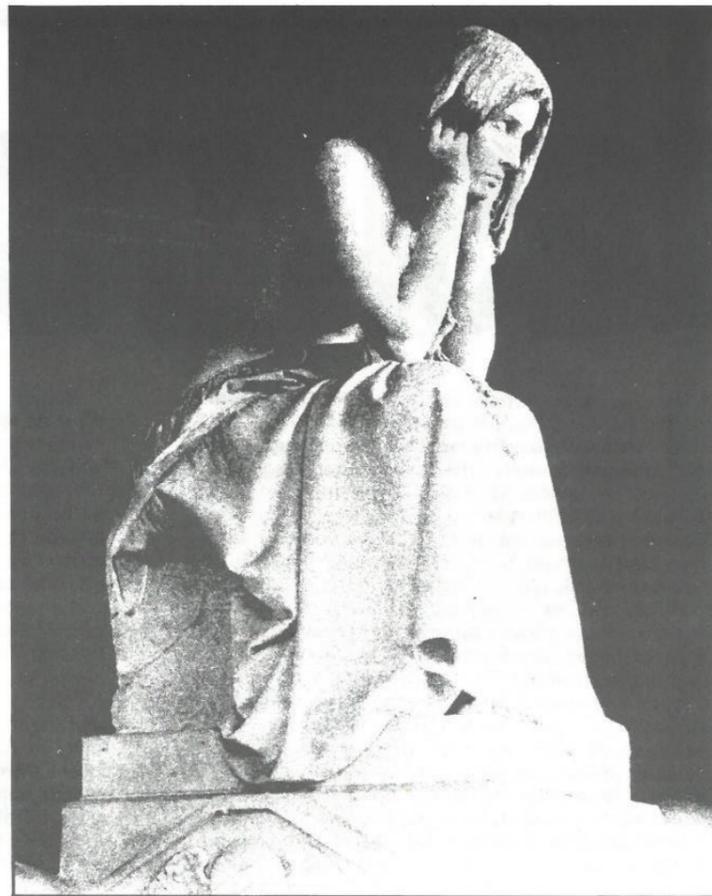
Les féministes radicales analysent l'oppression des femmes comme étant avant tout déterminée par le patriarcat et non pas par le capitalisme. Partant, toutes les femmes, indépendamment de la classe sociale à laquelle elles appartiennent, sont solidaires d'une même lutte. C'est en fonction de cela qu'elles justifient leur choix de prioriser une campagne contre les violences faites aux femmes, qui serait censée les mobiliser toutes.

Nous ne nous opposons évidemment pas à la lutte contre les violences faites aux femmes, pourvu que cela ne se résume pas à une simple dénonciation sexiste des hommes, mais qu'on s'attache à dévoiler clairement la source de cette oppression, l'organisation capitaliste de la société. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il soit possible de donner un impact large à un discours sur les violences faites aux femmes par une campagne idéologique, sans le rattacher à des objectifs de lutte concrets. C'est pourquoi nous choisissons de mettre au centre de notre activité des thèmes s'affirmant aujourd'hui sur la scène politique pour la grande majorité des femmes et qui permettent de dénoncer concrètement l'oppression sexuelle et la politique antiféministe et anti-ouvrière de la bourgeoisie et de son Etat. Ces axes de travail sont : la lutte pour le droit à l'avortement, pour les droits égaux (en particulier au niveau des conditions de travail, au niveau des salaires et de la formation), pour l'intégration dans les contrats collectifs de travail des revendications de l'initiative "pour une meilleure protection de la maternité".

Par ailleurs, nous pensons que le choix des féministes radicales relève plus du souci de se profiler comme courant (en faisant cavalier seul sur ce terrain) que de la volonté de créer un large rassemblement unitaire autour de cette campagne.

2) Les structures du MLF :

Pour toutes les femmes présentes, il était évident que ce n'était pas à l'assemblée de Baden de décider de l'existence des MLF, mais que cette décision revient à chaque groupe local. En revanche, au vu de la situation, l'assemblée de Baden a décidé de ne plus faire exister le MLF comme structure nationale. La recherche de compromis entre les tendances au sein du MLF est devenue une source de blocages conduisant à l'immobilisme. Il est aussi sans doute plus efficace que les courants recherchent d'emblée à



développer un travail unitaire, autour d'objectifs concrets, avec toutes les autres forces du mouvement femmes.

Finalement, les résultats du week-end de Baden nous paraissent positifs, car par la clarification intervenue, les bases pour une relance de l'activité ont été jetées.

Certes, la "réalité nationale" du MLF ne sera plus la même que par le passé, et s'il n'y a pas eu de "scission", les courants féministes en son sein ont commencé à se séparer.

Après 10 années d'expérience, il était inévitable que dans la réalité mouvante du MF des changements importants interviennent dans la structuration des courants et des organisations. Il est difficile à

l'heure actuelle de faire des pronostics sur le développement des courants du MLF.

Pour nous, il s'agit maintenant de poursuivre le débat engagé autour d'une plateforme de travail, en l'élargissant également aux femmes intéressées militant dans d'autres structures du mouvement (Ofra, Femmes en lutte, commissions féminines des syndicats et des partis).

31. 12. 1979, Elisa

1) Féministes socialistes : un courant proche de positions lutte de classes autour de femmes de la LMR.

2) La première séance aura lieu le 3 février 1980 à 11h. au Frauenzentrum de Zurich.

### Journées sur la politique familiale

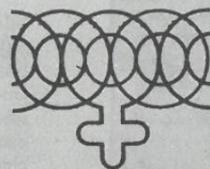
Durant les discussions politiques qui accompagneront la campagne pour l'initiative-maternité, la nécessité de se rencontrer pour débattre plus à fond de la politique familiale en Suisse est apparue. La possibilité d'une activité commune de différents courants contre la politique familiale bourgeoise et patriarcale (par exemple à partir de la question des droits égaux pour l'homme et la femme) sera aussi discutée. Ces journées se dérouleront les 23 et 24 février à Berne. Elles sont organisées par des membres du MLF, du PS, de la LMR, de Femmes en Lutte et des Comités Maternité. Pour leur préparation, une documentation va être rassemblée, contenant des données sur la politique familiale et les prises de position des différents courants du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes. Les invitations peuvent être retirées auprès du Comité pour la protection de la maternité, case postale 1 788, 3 001 Berne.



### Bulletin de discussion féministe

Le premier numéro du "Bulletin féministe" est paru. Cette publication est réalisée par plusieurs courants du mouvement des femmes et doit permettre une large discussion des perspectives du mouvement des femmes en Suisse. Le premier numéro contient des contributions d'un groupe de femmes du PS, du groupe "salaire pour le travail consacré aux enfants", de la commission femmes de la LMR et une contribution théorique d'une membre du MLF de Fribourg.

Ce bulletin peut être commandé à l'adresse suivante : Bulletin féministe, case postale 4 076, 3 001 Berne (joindre 2 francs en timbres et mentionner la langue désirée).



## L'intervention soviétique en Afghanistan fait le jeu de l'impérialisme

dans diverses parties du pays. La plupart reçoivent l'appui du Pakistan, de gouvernements conservateurs arabes et cherchent l'appui des puissances impérialistes. La hiérarchie chiite en Iran leur donne aussi son soutien. Les directions de ces organisations profitent de la question ethnique et religieuse pour s'assurer une base sociale. Une guerre civile se développe en Afghanistan.

L'alignement du gouvernement — Taraki comme Amin — sur l'URSS accrut les craintes des forces conservatrices et aussi de l'impérialisme. Ce dernier ne pouvait voir que d'un bon oeil l'activité des forces réactionnaires, au moment où il se trouvait dans une situation précaire pour intervenir directement dans la région.

### LES METHODES BUREAUCRATIQUES ET L'INTERVENTION RUSSE

L'incapacité du PPDA d'élargir de façon consistante sa base populaire et de contrecarrer l'inertie des structures sociales, les difficultés se manifestent dans le domaine agricole et les points marqués par les forces conservatrices ne firent qu'aggraver les affrontements de cliques au sommet de l'appareil d'Etat, dans le PPDA, avec leurs reflets dans l'armée. Les conflits se nourrissaient aussi, bien que ne se recoupant pas obligatoirement (Amin et Taraki étaient tous deux de la fraction Kalk), des heurts et luttes entre les deux fractions du PPDA. En juillet 1978, par

exemple, les principaux dirigeants du Parcham furent "exilés" avec le titre d'ambassadeur (Babrak Karmal se trouvait ainsi en poste à Prague). Coups de main, attentats, assassinats devenaient des moyens de régler les différends dans la couche dirigeante.

La bureaucratie soviétique qui, dans son intérêt stratégique, accroissait sa présence en Afghanistan (depuis assez longtemps l'Afghanistan recevait de l'URSS l'aide par tête d'habitant la plus élevée des pays "non socialistes") soutenait les méthodes du PPDA, qui ne rompaient pas avec les siennes. Elle mettait l'accent sur le renforcement militaire et le contrôle étatique pour tenter de résoudre des problèmes sociaux-politiques. Sa thèse selon laquelle son armée a été appelée en aide par un gouvernement dont elle liquida aussitôt le chef, sa dénonciation d'Amin comme "fasciste" et "agent de l'impérialisme" après l'avoir soutenu durant son règne traduisent bien le cynisme politique propre à la bureaucratie et son mépris total pour la sensibilité des masses laborieuses à l'échelle internationale, que de tels procédés ne peuvent que désorienter profondément.

La nature même de son engagement et son orientation politique la conduisaient, face à l'érosion croissante du régime d'Amin, à miser sur une intervention militaire de plus grande envergure et sur un autre coup d'Etat pour empêcher l'écroulement du système mis en place en avril 1978.

## Iran:

# LA CRISE S'APPROFONDIT

Khomeiny a cherché à utiliser l'occupation de l'ambassade américaine pour reconstruire, autour du Conseil national de la révolution et de sa personne, un consensus national mis en danger par les difficultés économiques. Or, aussi bien les résultats du referendum sur la Constitution — l'abstention a dépassé 58 0/0 et le vote a été marqué par le boycott important des principales nationalités, alors que l'objectif de Khomeiny était d'obtenir un oui massif à la reconstruction d'un Etat fort et musclé pour imposer le silence à tous les opposants — que le développement même du débat sur les otages de l'ambassade américaine et dernièrement le véritable soulèvement de Tabriz ont montré l'échec de cette opération. La direction nationaliste bourgeoise iranienne, sous la houlette de Khomeiny, incapable de résoudre la crise économique provoquée par la politique de développement menée par le shah — il y a aujourd'hui près de 60 0/0 d'inflation par an et trois millions de chômeurs —, connaît une crise sans précédent, sous les coups de boutoir du mouvement de masse anti-impérialiste et du mouvement des nationalités.

Dans la classe ouvrière iranienne aussi, un vent nouveau souffle aujourd'hui. Des conseils ouvriers sont apparus après la vague de nationalisations décidées en juin dernier par le gouvernement, qui ont commencé certaines expériences de contrôle ouvrier sur les salaires et la production. Un syndicat commun des travailleurs du pétrole, première organisation à l'échelle nationale, s'est formé. Il exige l'ouverture des livres de comptes de la NIOC (compagnie nationale du pétrole) et la réduction du temps de travail. La crise de direction politique se double d'une faiblesse totale de l'appareil d'Etat et en particulier de l'armée régulière. Certes, elle n'a pas été démantelée, elle est intervenue contre les masses arabes du Khouzestan ainsi qu'au Kurdistan. Mais son incapacité à obtenir une victoire militaire contre les Kurdes, l'impossibilité aujourd'hui pour Khomeiny de l'utiliser contre le mouvement de masse en Azerbaïdjan sont révélateurs de la crise profonde qui la traverse. Les conditions sont loin d'être réunies pour une utilisation massive de l'armée : or c'est là un des points

cruciaux de la reconstruction de l'Etat et de la stabilisation politique dans un pays aussi vaste, aussi morcelé ethniquement et socialement que l'Iran.

### Le soulèvement de Tabriz

Il trouve son origine dans la campagne autour du referendum constitutionnel et les tentatives de porter atteinte aux libertés d'expression. Chariat Madari et le PRPM, le Parti de la République du peuple musulman, se sont efforcés dès le début de désamorcer la crise, d'éviter toute épreuve de force avec les secteurs khomeinistes. Installé à Qom, l'ayatollah Madari a usé de toute son influence et de celle du PRPM pour décommander les manifestations de rue et les appels à la grève générale, affirmant que la tâche de l'heure était de défendre "l'unité interne" de l'Iran. La révolte des masses d'Azerbaïdjan trouve sur le fond son origine dans le refus de Khomeiny d'accorder tous les droits démocratiques, donc d'accéder au minimum des revendications nationales des peuples opprimés par l'Etat central iranien, dans sa politique de reconstruction d'un Etat bourgeois et de préservation de la propriété privée. Cette révolte n'est pas un simple "complot" de l'étranger, comme l'affirme le parti Tudeh, le PC, dans sa droite ligne de soutien à Khomeiny.

C'est en effet à Tabriz qu'en février 1978, une insurrection (grève générale, mobilisations de rue, défection d'une partie de la police et de l'armée) avait permis à la population de rester maître de la ville durant plusieurs heures; historiquement déjà, c'est en Azerbaïdjan, deuxième concentration du prolétariat industriel après Téhéran, que se sont constitués les premiers noyaux du mouvement ouvrier persan, c'est de là qu'est partie la révolution constitutionnelle de 1905-1906 et c'est dans cette région qu'en 1945 une république autonome se forme, liquidée par Staline en échange d'un accord sur des concessions pétrolières.

### Solidarité avec la révolution iranienne en marche

La perspective d'élections présidentielles pour le 25 janvier et législatives pour le 15 février ne vont

nullement effacer la crise de la direction religieuse. A l'avant-scène les négociations d'un compromis avec le mouvement kurde et la solution à l'impasse de la prise d'otages de l'ambassade américaine polarisent l'opinion publique. Les dirigeants iraniens qui ont salué comme une "victoire" le départ du shah des Etats-Unis pour Panama cherchent une "solution" honorable à la question des otages. Khomeiny et ses pairs ont voulu en faire une opération d'union sacrée, de guerre sainte. Mais l'iman chevauche la vague plutôt qu'il ne la guide et aujourd'hui le Conseil de la révolution entend sortir du guépier. Il est pris à la fois entre les aspirations du mouvement de masse qui pourrait exiger davantage en termes de mesures anti-impérialistes — nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les compagnies américaines opérant en Iran, objectifs qui n'entrent pas, et pour cause, dans la croisade de Khomeiny — et les intérêts de la bourgeoisie commerçante du Bazar, commanditaires directs de la hiérarchie religieuse, qui ressent fortement les effets de la guerre économique déclenchée par l'impérialisme et les grandes banques américaines et qui est sensible à l'isolement international, à la condamnation par quasi tous les pays de la prise d'otages, y compris l'URSS et la Chine et aux menaces de boycott économique. La bourgeoisie iranienne est de toute façon incapable d'apporter une réponse à la hauteur du défi économique de l'impérialisme car cela signifierait contrôler l'ensemble du commerce extérieur (et donc le Bazar), faire un plan de reconversion de l'économie et mener une profonde réforme agraire.

Les désaveux de l'URSS et de la Chine face à l'occupation de l'ambassade US ne peuvent qu'encourager les velléités d'interventions américaines. Quant à nous, nous nous situons de manière inconsciente au côté des masses iraniennes, sans aucune solidarité pourtant avec la politique de Khomeiny qui réprime dans le sang les aspirations révolutionnaires des travailleurs et paysans iraniens et la lutte des minorités nationales.

Vincent

L'intervention soviétique inflige un coup, dans la guerre civile en cours en Afghanistan, aux forces conservatrices, et, dans ce sens, porte atteinte aux positions impérialistes. Mais toute l'orientation suivie par la bureaucratie du Kremlin aide objectivement les tentatives de ceux qui, dans la région, tentent d'affaiblir la dynamique anti-impérialiste déclenchée avec la révolution iranienne en utilisant l'islam pour en faire une arme idéologique contre la révolution socialiste.

### LES CONSEQUENCES DE L'INVASION EN AFGHANISTAN ET DANS LE MONDE

Le nouveau groupe dirigeant, à la tête duquel se trouve Babrak Karmal, est placé devant une contradiction fondamentale : d'un côté il veut apparaître ouvert au dialogue avec les "opposants" et prêt à mettre fin aux méthodes répressives, de l'autre côté, il se base sur l'aide massive de l'armée soviétique qui, si elle peut marquer des points sur le plan militaire et faciliter la reprise du contrôle gouvernemental sur des régions entières, risque d'accroître l'écho politique des forces conservatrices. Ceci traduit bien les effets contradictoires de toute la politique de la bureaucratie.

Le Kremlin ne voulait pas risquer que la chute du régime Amin conduise à l'instauration d'une autre "république islamique" à ses frontières — avec les répercussions que cela pourrait avoir parmi des couches importantes de la population de l'URSS qui jouxtent l'Afghanistan — en compromettant l'acquis stratégique de 1978.

Il estimait que les difficultés de l'impérialisme excluaient toute riposte militaire directe ou même par personne interposée. En fait, l'action militaire en Afghanistan représente une démarche inédite de la part du Kremlin depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans le contexte international actuel, comme dans la situation interne aux Etats-Unis, la riposte impérialiste ne pouvait que se développer. Certes, elle ne peut que difficilement s'effectuer sur le terrain, en dehors d'un renforcement de l'aide militaire aux forces conservatrices. Mais l'administration Carter met à profit la situation créée par l'intervention de l'URSS pour tenter d'atteindre trois objectifs qu'elle poursuit depuis un certain temps : une tentative de renforcer le dispositif impérialiste dans la région (Arabie saoudite, Egypte, Israël, Yémen du Nord, Sultanat d'Oman, Turquie et maintenant, à nouveau, le Pakistan et, y compris tenter de reprendre pied en Iran); poursuivre l'essai, commencé avec les mesures de blocus économique contre l'Iran, de donner une nouvelle cohésion agressive à la direction politique du monde impérialiste; accroître la campagne contre le "danger militaire représenté par l'URSS" pour se lancer dans la nouvelle étape de la "course" aux armements. Mais, surtout, Carter vise à retourner l'opinion publique américaine, à effacer le traumatisme de la "guerre du Vietnam", pour préparer les conditions politiques à des interventions militaires "localisées" de l'impérialisme contre des révolutions montantes ou pour soutenir un allié en perte de vitesse.

La série des mesures prises à l'encontre de l'URSS s'inscrit dans cette perspective et indique non pas l'abandon des accords d'ensemble entre Washington et Moscou, mais une tension accrue, engendrée par les effets mêmes de la crise du système impérialiste, dans le cadre de la "coexistence pacifique". De plus, la bureaucratie chinoise saisit cette occasion pour accentuer son aide aux forces conservatrices basées au Pakistan et approfondit sa politique de compromission avec l'impérialisme.

### QUELLE POSITION PRENDRE ?

Dans un tel contexte, les marxistes révolutionnaires ont le devoir de dénoncer toutes les opérations ou manoeuvres de l'impérialisme visant à réorganiser ou renforcer ses bases dans la région, à appuyer les forces de la réaction en Afghanistan et dans les pays limitrophes, à ressouder un bloc réactionnaire dans la région.

Ils doivent dénoncer avec force ce que l'oeuvre d'intoxication des mass media des classes dominantes vise à cacher, à savoir que ce sont les projets politico-militaires de contre-attaque impérialiste au Proche-Orient et en Asie centrale aussi bien que dans le Sud-Est asiatique, l'Afrique australe et l'Amérique centrale qui impliquent un danger réel de guerre.

Ils doivent dénoncer l'utilisation par l'impérialisme de mesures telles que la coupure de livraisons de biens alimentaires à l'URSS, mesures mises au point depuis de nombreuses années par la CIA pour frapper des régimes s'opposant à l'impérialisme, mesures déjà utilisées par les Etats-Unis contre le Vietnam après la victoire de 1975.

Ils doivent défendre les acquis du processus de changement social engagé en Afghanistan contre toutes les attaques des forces conservatrices indigènes et de l'impérialisme. Ils doivent impulser la mobilisation et l'organisation révolutionnaires et démocratiques des masses afghanes, comme condition pour faire avancer un processus de révolution permanente et battre les forces conservatrices.

Ils doivent s'opposer à toute intervention impérialiste au Moyen Orient et en Asie centrale, réclamer le retrait de la région de toutes les forces armées de l'impérialisme et le démantèlement de toutes ses bases.

Simultanément, ils doivent dénoncer les méthodes utilisées par la bureaucratie soviétique en Afghanistan qui ne peuvent que discréditer le socialisme. Un authentique processus de révolution permanente en Afghanistan aboutira grâce à la mobilisation, l'action et l'organisation autonome des masses, auxquelles ne peut pas se substituer l'action des blindés de la bureaucratie.

Le 9. 1. 1980

# Etats-Unis : LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE APRES HARRISBURG

## Le rapport de la commission Kemeny

Le 30 octobre dernier, la commission présidée par John Kemeny chargée par le président Carter d'analyser l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island II à Harrisburg (Pennsylvanie) survenu le 28 mars 1979, et d'en tirer les leçons, a rendu public son rapport. Ses conclusions sont extrêmement sévères pour l'exploitant de la centrale, la compagnie d'électricité Metropolitan Edison, pour la commission fédérale des règlements nucléaires (NRC), et pour l'énergie nucléaire en général. La commission recommande, entre autres mesures, plusieurs réformes de la NRC, une transformation de la formation des techniciens-opérateurs des centrales, et l'implantation des centrales nucléaires plus loin des villes :

La compagnie exploitante "n'avait pas suffisamment de connaissances, d'expérience, ni le personnel suffisant pour faire fonctionner la centrale ou l'entretenir adéquatement." (International Herald Tribune, 24. 10. 1979).

La formation des opérateurs est "... gravement déficiente... avec une importance insuffisante accordée à la sécurité."

"Les faits suggèrent que la NRC a quelquefois commis des erreurs favorables aux intérêts de l'industrie, plutôt que de remplir sa mission principale qui est d'assurer la sécurité."

"Nous ne prétendons pas que nos recommandations sont suffisantes pour assurer la sécurité de l'énergie nucléaire." (The Militant, 16. 11. 1979)

"Il n'y a pas de garantie qu'il n'y aura pas dans le futur d'accident nucléaire sérieux." (International Herald Tribune, 1. 11. 1979)

"Si le pays souhaite pour des raisons plus générales affronter les risques inhérents à l'énergie nucléaire, des changements fondamentaux sont nécessaires si l'on veut maintenir ces risques dans des limites tolérables." (International Herald Tribune, 1. 11. 1979)

La commission n'a pas adopté la proposition de la moitié de ses membres (6 contre 6 au vote) de conclure à la nécessité d'un moratoire de l'autorisation et de la construction de nouvelles centrales. La présidence s'était bien gardée d'inscrire un jugement général de l'énergie nucléaire au cahier des charges de la commission.

Les débats et les conclusions de la commission Kemeny reflètent néanmoins la pression du sentiment antinucléaire populaire et fournissent des arguments aux antinucléaires pour poursuivre leur lutte.

## Un moratoire de fait

Déjà ralenti depuis plusieurs années par les actions légales des opposants, par la hausse des coûts et l'allongement des délais du fait des perfectionnements exigés en matière de sécurité, le programme des centrales nucléaires US est bloqué par un moratoire de fait depuis Harrisburg. La NRC n'a délivré depuis l'accident aucune nouvelle autorisation de construction ou de mise en service. Devant l'indignation de la commission Kemeny, elle a renoncé en août à reprendre l'examen des demandes d'autorisation pendantes (14 demandes d'autorisation de construction; 92 centrales sont en construction et auront besoin d'autorisations de mise en service; 4 d'entre elles sont pratiquement achevées). Le 4 novembre, la NRC a annoncé qu'elle prolongeait la suspension de délivrance d'autorisations jusqu'à l'application des nouvelles règles nécessaires, soit au moins jusqu'au printemps 80. L'éventualité d'un moratoire est discutée au Congrès. Le représentant démocrate de l'Arizona Morris Udall et le sénateur démocrate du Colorado Gary Hart proposent un moratoire de 3 ans (International Herald Tribune, 5. 11. 1979).

Edward Kennedy, candidat à la présidence propose un moratoire de 6 mois.

C'est là l'effet de la pression populaire. L'engagement de la bourgeoisie US, de son Etat, des démocrates, que ce soit Carter ou Kennedy, des républicains, en faveur de l'énergie nucléaire reste entier. Mais ce beau monde prépare l'élection présidentielle de 1980 et sait parfaitement que ce serait le comble de la maladresse d'apparaître aujourd'hui comme un champion de l'énergie nucléaire.

## La situation à Harrisburg

Le bâtiment du réacteur de Three Mile Island II est condamné depuis l'accident. Il contient, à l'extérieur de la cuve du réacteur, 1 500 m<sup>3</sup> d'eau radioactive et 50 000 m<sup>3</sup> de gaz radioactifs à éliminer (The Militant, 2. 11. 1979). Metropolitan Edison prévoit de rejeter l'eau, après traitement, dans la rivière et les gaz dans l'atmosphère, progressivement. C'est le 25 août que pour la première fois depuis l'accident un échantillon du liquide qui noie l'intérieur du bâtiment a été prélevé au moyen d'un forage à travers le béton, avec des précautions compliquées. L'analyse des échantillons a révélé une radioactivité très affaiblie mais encore de 5 rems par heure en rayons gamma et 400 rems par heure en rayons bêta (une dose de 600 rems est immédiatement mortelle) (Nuclear News, octobre 1979; International Herald Tribune, 14. 11. 1979). Personne ne pénétrera dans le bâtiment avant l'année prochaine. Il faudra trois ans et 400 millions de dollars pour décontaminer et remettre en état la centrale (Le Monde, 7. 9. 1979). La population des environs reste traumatisée. Au moment de l'accident, 1 million de personnes ont été menacées d'évacuation. Aujourd'hui, 28 comités antinucléaires agissent dans les localités des environs immédiats de Three Mile Island.

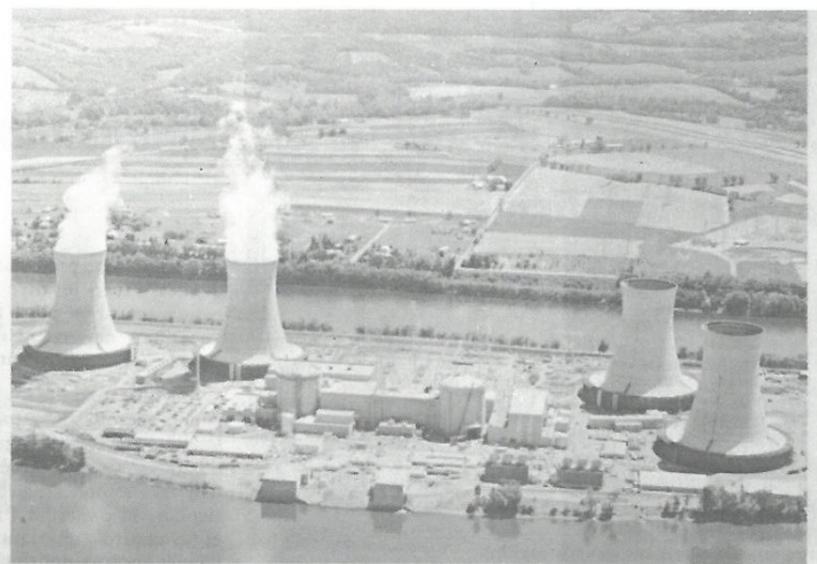
## Le mouvement antinucléaire US

Le mouvement antinucléaire US en tant que mouvement populaire de masse est récent. Il date de 1978. Auparavant, et cela depuis la fin des années 60, c'était un mouvement plutôt de spécialistes qui animaient un débat public, et un certain nombre de procédures légales retentissantes, qui ont alimenté en données et en arguments le mouvement antinucléaire du monde entier. L'accident de Three Mile Island II, souligné encore au même moment par la sortie dans tous les Etats-Unis du film "China Syndrom" (Le syndrome chinois), qui se révéla prophétique, a suscité un élargissement énorme du mouvement antinucléaire.

Des centaines de comités antinucléaires se sont constitués dans tout le pays. Le 6 mai, 125 000 manifestants ont marché sur Washington. Le 23 septembre a eu lieu la plus grosse manifestation antinucléaire qu'il y ait jamais eu aux USA : 200 000 manifestants à New York. Le mouvement antinucléaire est devenu un phénomène comparable au mouvement anti-guerre au moment de la guerre du Vietnam. Une nouvelle manifestation nationale est préparée pour le 26 avril 1980 à Washington.

## Le mouvement ouvrier contre l'énergie nucléaire

Le mouvement antinucléaire reçoit un soutien croissant de la part de secteurs du mouvement syndical : trois fédérations nationales, soit l'UMWA, syndicat des mineurs, l'UAW, syndicat des travailleurs de l'automobile, et l'Association internationale des machinistes (IAM), ainsi que de nombreuses sections locales des autres fédérations. Le président de la région de New York de



Three Mile Island  
**In an Emergency... We Respond!**

In an emergency situation you can count on Eberline, as proven in our immediate response to the accident at Three Mile Island.

Eberline responded by:

• Dispatching four engineers to assist with installation and

Il n'y a pas de petits profits pour le capitalisme : même l'accident de Harrisburg est utilisé pour faire de la publicité pour une compagnie d'intervention (contre paiement, bien sûr) en cas de catastrophe.

l'UAW, Ed Gray, était parmi les orateurs de la manifestation du 23 septembre.

L'United Mine Workers of America (mineurs) surtout s'est engagé à fond dans la lutte antinucléaire. Ses dirigeants nationaux parlent dans les meetings des comités antinucléaires, son journal national a publié deux numéros spéciaux sur les dangers de l'énergie nucléaire, en juin 1978 et en mai 1979. L'UMWA se prononce pour le remplacement du nucléaire pour la production d'électricité par le charbon. Les dangers du charbon, même tel qu'il est utilisé actuellement, sont d'ores et déjà bien moindres que ceux du nucléaire. Il pourrait être utilisé différemment, d'une façon sûre et propre, et pourrait redonner du travail à des dizaines de milliers de mineurs au chômage.

Aux USA, plus de la moitié des centrales électriques fonctionnent au charbon. Seulement 13 o/o de l'électricité est produite par des centrales nucléaires. Pour les compagnies d'électricité, la supériorité du nucléaire sur le charbon, en matière de rentabilité, n'est pas certaine. Ces dernières années plusieurs commandes de centrales nucléaires ont été transformées en commandes de centrales thermiques au charbon.

La position de l'UMWA ne peut pas être réduite à la défense de l'emploi dans son secteur. Elle s'accompagne d'une prise de conscience et d'une éducation sur les dangers du nucléaire. L'UMWA mène depuis des années des luttes pour la sécurité dans les mines et elle a pris position, contre la politique de l'industrie et de l'Etat, pour l'installation, dans les centrales électriques fonctionnant au charbon, des moyens maximums d'épuration de leurs rejets polluants.

Nos camarades du Socialist Workers Party (SWP) participent activement au mouvement antinucléaire. C'est de leur hebdomadaire "The Militant" que sont extraites beaucoup d'informations de cet article. Forts de leur implantation industrielle et syndicale, ils concentrent surtout leurs efforts sur la participation du mouvement syndical à la lutte

antinucléaire. Ils proposent le remplacement du nucléaire par le charbon. Ils mettent en avant la nécessité de la nationalisation de toute l'industrie de l'énergie, pour la constituer en un service public sous le contrôle des syndicats, avec un conseil d'administration élu par la population.

Le SWP applique cette revendication pour établir un lien entre la lutte antinucléaire et la lutte des syndicats contre les trusts du pétrole. Ce sont les travailleurs qui doivent faire la queue aux stations-service, du fait des manœuvres des trusts pétroliers. Leurs profits ne cessent de grimper : les profits des 22 plus grandes compagnies pétrolières pour les six premiers mois de 1979 se sont élevés à 5,2 milliards de dollars, soit une hausse de 63 o/o par rapport aux six premiers mois de 1978. Les trusts pétroliers stockent le pétrole, sous-utilisent les raffineries, tout en rejetant la faute sur les Arabes et l'Iran, dans le but de spéculer sur la montée des prix, d'obtenir un adoucissement de la législation antipollution, pour imposer une accélération du programme nucléaire. Le 17 octobre, une journée nationale de protestation contre les trusts pétroliers était organisée par l'UAW, l'IAM, et soutenue par plusieurs autres syndicats. Les revendications officielles étaient : baisse des prix de l'essence et du mazout, obligation pour les raffineries de travailler à plein et création d'une compagnie pétrolière d'Etat. 5 000 syndicalistes manifestèrent à Chicago, 1 000 à New York, 1 000 à Los Angeles. Plusieurs présidents de sections syndicales locales furent très applaudis quand ils revendiquèrent dans leurs discours la nationalisation de toute l'industrie pétrolière. Devant la colère des travailleurs contre les grands du pétrole, même le conseil exécutif de la centrale syndicale AFL-CIO a dû déclarer cet été : "Si les compagnies pétrolières ne servent pas adéquatement l'intérêt public, leur nationalisation doit être une solution à envisager" (The Militant, 19. 10. 2. 11. 1979).

5. 12. 1979, Robert Lochhead

## GRABEN JAMAIS !

2 500 personnes ont répondu à l'appel du comité "AKW-Graben - nie" le premier janvier 1980 et ont manifesté leur opposition à la construction de la centrale nucléaire de Graben. C'est un succès important et les manifestants ont fait part de leur détermination à occuper le terrain, si nécessaire, où devrait être construite la centrale. Empêcher Graben est devenu un objectif prioritaire de lutte pour l'ensemble du mouvement antinucléaire suisse. Selon les Forces motrices bernoises et le rapport pour une conception globale de l'énergie, cette centrale devrait être terminée pour la fin des années 80. Une autorisation de site a déjà été octroyée et, de ce fait, la procédure d'autorisation tombe sous le coup des dispositions transitoires prévues par la nouvelle loi atomique. Pour l'obtention de l'autorisation-cadre, il sera donc nécessaire de faire la preuve du besoin et de présenter un projet d'emplacement pour enfouir les déchets. L'autorisation-cadre devra ensuite être approuvée par les Chambres. Cela signifie que, pour commencer la construction effective de la centrale en 1982, il est nécessaire de déposer cette demande encore en 1980. Le mouvement antinucléaire doit durant cette période s'efforcer de construire un véritable rapport de forces qui lui permette d'empêcher, à tout prix, la construction de Graben. Une large unité s'est réalisée dans le comité "Graben - nie"; elle est une garantie essentielle pour donner au mouvement la capacité d'action la plus large. Ce comité comprend en effet tous les groupes antinucléaires de la région, qu'ils se rattachent à la coordination nationale du mouvement antinucléaire ou à d'autres courants antinucléaires.

Pour élargir le mouvement d'opposition à Graben, pour créer le rapport de forces le plus favorable possible, les antinucléaires doivent chercher à tout prix un soutien dans le mouvement ouvrier syndical. Ce n'est pas le député Paul Günter, du parti de la Migros, un des orateurs de la manifestation, qui représente une force sur laquelle peut s'appuyer le mouvement antinucléaire. Au contraire. Cela ne peut que fourvoyer le mouvement dans le labyrinthe des combinaisons parlementaires, l'amener à ne pas faire de propositions réelles pour faire progresser la mobilisation.

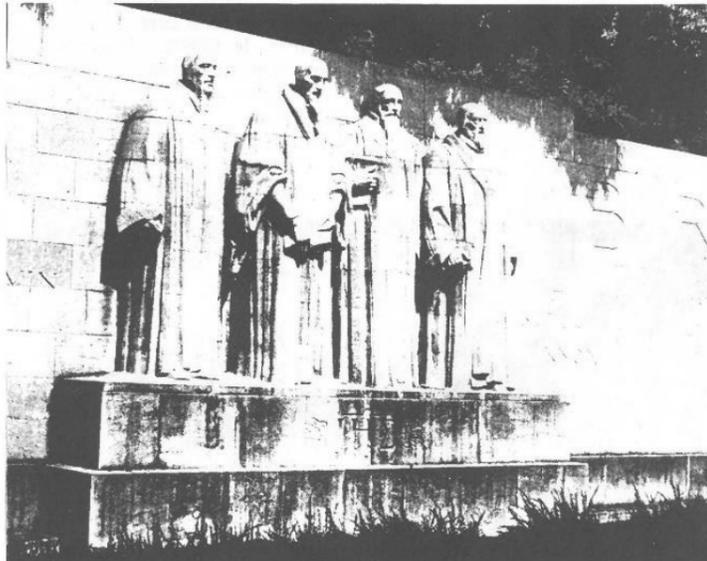
# MORALE ET POLITIQUE

## Les révolutionnaires ont-ils une morale ?

*"L'invocation de normes (morales) abstraites n'est pas une erreur désintéressée de la philosophie, mais un élément nécessaire du mécanisme de la lutte des classes. Faire ressortir cette duperie, dont la tradition remonte à des millénaires, est le premier devoir du révolutionnaire prolétarien."*  
Léon Trotsky 1)

La critique du "Testament de Dieu" de B.H. Lévy, parue dans la dernière Brèche, est pour le moins choquante pour des marxistes révolutionnaires. Tout en rejetant l'anticommunisme de B.H. Lévy, les camarades Mi-Ja prétendent "relever son défi" en montrant qu'il manque au marxisme une position éthique — dont le protestantisme offrirait des bases "aussi cohérentes et peut-être plus pertinentes que l'athéisme" et le matérialisme ! Quiconque connaît le combat mené par les marxistes révolutionnaires tout au long de ce siècle contre l'impérialisme, le fascisme et la dégénérescence stalinienne de l'URSS ne peut que s'étonner d'affirmations comme celle-ci : "Le marxisme révolutionnaire doit expliciter le point de vue moral qui oriente sa conception de l'action historique et ne pas s'en tenir à des arguments d'efficacité". Aux pires heures de la réaction fasciste et stalinienne, Trotsky y répondait avec tant de clarté que nous citerons cette conclusion de "Leur morale et la nôtre" 2) :

*"Du point de vue du marxisme, qui exprime les intérêts historiques du prolétariat, la fin est justifiée si elle mène à l'accroissement du pouvoir de l'homme sur la nature et à l'abolition du pouvoir de l'homme sur l'homme. Serait-ce que pour atteindre cette fin tout est permis ? nous demanderons sarcastiquement le philistin, révélant qu'il n'a rien compris. Est permis, répondrons-nous tout ce qui mène réellement à la libération des hommes. Cette fin ne pouvant être atteinte que par des voies révolutionnaires, la morale émancipatrice du prolétariat a nécessairement un caractère révolutionnaire. De même qu'aux dogmes de la religion, elle s'oppose irréductiblement aux fétiches quels qu'ils soient de l'idéalisme, ces gendarmes philosophiques de la classe dominante. Elle déduit les règles de la conduite des lois du développement social, c'est-à-dire avant tout de la lutte des classes, qui est la loi des lois. (...) Il découle de là précisément que tous les moyens ne sont pas permis. Quand nous disons que la fin justifie les moyens, il en résulte pour nous que la grande fin révolutionnaire repousse d'entre ses moyens les procédés et les méthodes indignes qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres; ou qui tentent de faire le bonheur des masses sans leur propre concours; ou qui diminuent la*



Le mur des Réformateurs à Genève : hommage de la bourgeoisie à ceux qui l'ont si bien servi.

*confiance des masses en elles-mêmes et leurs organisations en y substituant l'adoration des 'chefs'. Par-dessus tout, la morale révolutionnaire condamne la servilité à l'égard de la bourgeoisie et la hauteur à l'égard des travailleurs, c'est-à-dire un des traits les plus profonds de la mentalité des pédants et des moralistes petits-bourgeois."*

### La morale de B.H. Lévy

Ce passage suffit à relever le "défi" de B.H. Lévy, qui n'est en fait qu'une vulgaire provocation réactionnaire y compris sur le plan éthique<sup>3)</sup>. Avec une déconcertante naïveté, les camarades Mi-Ja lui accordent d'avoir raison "dans sa conception existentialiste de l'homme individu et sa conception de la limitation du pouvoir des gouvernants". Or que nous dit ce nouveau Prophète ?

Juché sur son "promontoire à l'écart d'où l'on puisse juger, trancher entre les choses" (p. 220) — position dont il fait la condition de toute attitude "éthique" comme n'importe quel prêtre du haut de sa chaire — B.H. Lévy condamne la barbarie de l'Histoire. Et comme tous les idéalistes, c'est pour nous prêcher en fait l'impossibilité de supprimer cette barbarie ! Voilà le seul principe "moral" de cet hypocrite pourfendeur du "fascisme sous toutes ses formes". A peine nous a-t-il dit que le combat pour les droits de l'homme est "le refus de voir dans l'Histoire le maître souverain" (p. 208), il en tire la conclusion pratique : "Elle peut tourner, la roue de l'Histoire, elle n'intimidera que ses dévôts et ne fera que t'inviter, toi, à la harceler toujours davantage. Qu'elle soit ton maître, soit (nous soulignons), elle ne sera plus ton dieu" (p. 210) !! La "bible de résistance" de ce faux prophète revient donc à la vieille morale de toutes les religions : les hommes ne peuvent maîtriser l'Histoire, ils ne peuvent que l'accepter tout en sauvant leur conscience ("ta Loi est

*plus sainte que l'événement", "l'avenir n'est pas ton affaire" et autres sophismes qui ponctuent le sermon de B.H. Lévy). Ou, pour reprendre la formule : que l'Histoire fabrique des camps de concentration, soit; sache simplement qu'ils ne sont pas ton paradis et qu'il ne reste qu'à sauver ton âme faute de pouvoir libérer l'humanité des griffes de l'Histoire !*

Est-ce là la "conception existentialiste de l'homme" que veulent les camarades Mi-Ja ? Comme toute idéologie, elle exprime une situation réelle. Et B.H. Lévy ne s'en cache pas. Premièrement, en intellectuel hautain, il n'a que mépris pour les masses, allant jusqu'à dire qu'il faut "résister à la plèbe". Deuxièmement, il sait à qui il doit cette position : "si le débat est celui du koulak et du commissaire, je choisis sans hésiter le koulak contre le commissaire" (p. 188). La servilité envers les exploités n'a vraiment pas de bornes...

### Droits de l'homme et morale

Comment Mi-Ja ont-ils pu tomber dans un piège aussi grossier ? Le mérite n'en revient pas à Lévy mais à leur incompréhension du marxisme. Ils affirment que celui-ci donne "une interprétation scientifique des faits socio-historiques, mais n'implique pas une anthropologie matérialiste..."

L'analyse marxiste des "faits sociaux" ne peut être séparée d'une "conception de l'homme et de l'histoire". Ne serait-ce que d'un point de vue de méthode, c'est un non-sens, puisque son objet est justement les lois qui déterminent l'évolution sociale ! A la différence de tout idéalisme (pour qui la "conception de l'homme" tombe du Ciel ou d'un postulat philosophique, moral qui ne sont que l'image religieuse de l'homme à un moment donné de son histoire), le marxisme scientifique vise à ce que sa "conception de l'homme", c'est-à-dire les catégories qu'il forge pour saisir

l'histoire et les rapports sociaux (force de travail, capital, classes sociales, etc.) soient conformes à leur objet dans la réalité. Et comme rétorquait déjà Marx à Feuerbach, celui-ci n'est pas un Homme abstrait, mais les hommes réels tels qu'ils sont formés par les circonstances historiques et sociales et donc les classes sociales.

Les "droits de l'homme" ne sont ainsi qu'un concept creux — qui pour cette raison convient au cynisme de la bourgeoisie ! — tant qu'on ne dit pas quels hommes, c'est-à-dire quelle classe sociale, peuvent permettre à l'humanité de dépasser ces droits formels (de toutes les constitutions bourgeoises) et garantir les conditions historiques concrètes d'une maîtrise collective et consciente du développement social et l'abolition de tout pouvoir de l'homme sur l'homme. A l'âge impérialiste, le recours moral aux "droits de l'homme" n'est que cynisme s'ils ne sont pas identifiés à cette tâche historique du prolétariat, à son combat pour une société socialiste gérée par les producteurs eux-mêmes. Seul ce point de vue de classe donne un sens historique concret aux "droits de l'homme". La morale révolutionnaire n'est donc pas distincte de l'analyse marxiste de la société. Elle est au contraire, à l'encontre de tout idéalisme religieux, la plus haute conscience possible des conditions historiques, politiques et sociales nécessaires pour libérer l'humanité de ses chaînes.

L'éthique protestante offre-t-elle des "bases plus cohérentes" que celles-ci ? On sait qu'en bon chrétien, Martin Luther appela à l'écrasement des révoltes paysannes. Le puritanisme calviniste, fondé sur la prédestination et le "salut par les oeuvres", est l'une des morales les plus utilitaristes de l'histoire qui convenait fort bien aux bourgeois et banquiers genevois. Max Weber<sup>4)</sup> souligne qu'en niant "l'homme sensible", le calvinisme est à l'origine d'un individualisme pessimiste et cynique, qui dure encore de nos jours. Et nous savons ce que cette morale signifie pour un banquier suisse de l'époque impérialiste : les "oeuvres" se jugent à la rentabilité du capital au mépris le plus froid des "besoins sensibles" des masses exploitées du monde... Mi-Ja n'en veulent certes pas. Mais qu'ils comprennent donc que la morale qu'ils défendent est l'une des plus "cohérentes" et donc des plus cyniques de l'exploitation capitaliste.

### De la "bonne Constitution"

Mais, objectent Mi-Ja, le marxisme ne peut prétendre que le socialisme "permettra à l'individu de surmonter toutes ses aliénations". En vertu de quelle Sainte Loi savent-ils cette non moins Sainte Vérité ? Ils le disent dans le langage de toutes les religions : "une bonne Constitution doit reconnaître à l'individu le droit inaliénable à la croyance".

Ils devraient d'abord se douter qu'une bonne Constitution ne fera rien à l'affaire ! La constitution la plus démocratique du monde sur le papier, celle de l'URSS, n'empêche pas la dictature de la bureaucratie. Ici encore, la compréhension des lois objectives de l'histoire est la seule méthode pour aborder ces questions. Les normes d'une démocratie socialiste — développées dans la résolution de la IV<sup>e</sup> Internationale à ce sujet — ne sont pas des normes abstraites ou des impératifs moraux; elles visent à développer les conditions maximales de l'activité collective et consciente de la classe ouvrière et de ses alliés sans laquelle les plus beaux "principes" restent lettre morte et laissent la place à un appareil d'Etat coupé des masses, bureaucratique et autoritaire. Mais l'activité des masses ne suffira pas à elle seule à "surmonter les aliénations" héritées de l'histoire; elle n'a de sens que si elle permet de développer les conditions matérielles du dépassement de l'Etat et de la division du travail (accroissement des forces productives, réorganisation de la production, lutte internationale contre l'impérialisme, etc.). Ces acquis théoriques du marxisme — résumés ici à l'extrême — n'expriment rien d'autre que les lois historiques nécessaires pour surmonter l'aliénation de l'homme par excellence : la non maîtrise consciente de sa propre histoire.

En affirmant le "droit inaliénable" de l'individu à croire "qu'il ne peut régler le problème du sens de sa vie", Mi-Ja mettent en doute cet acquis essentiel du marxisme. Ils n'ont même pas remarqué que cette idée, héritée de l'individualisme bourgeois le plus pessimiste et des conditions matérielles aisées de la Suisse impérialiste, n'était que la représentation aliénée de leurs propres limites individuelles. Soit ils y tiennent "par-dessus tout", et ils devront commencer à nier la valeur scientifique du marxisme. Soit ils commenceront à réaliser consciemment que la seule manière de réaliser leur propre individualité est de l'insérer dans le combat révolutionnaire.

Michel Thévenaz  
Vincent

1) Leur morale et la nôtre, 1938, Edition Pauvert, page 38.  
2) idem, pages 95-97.

3) Sans parler de la fatuité arrogante de l'intellectuel qui se permet d'importer quelle affirmation superficielle ("le dépassement de l'Etat est un fantasme nazi" par exemple).

4) L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Ed. Pion.

# NICARAGUA : l'An 1 de la révolution

## Les perspectives économiques

De janvier à mai, le Nicaragua connaîtra sa saison sèche, durant laquelle il est impossible de faire des semences. La récolte de café se termine en janvier; la récolte de coton qui aurait normalement dû lui succéder, n'aura pas lieu, la guerre civile ayant empêché les paysans de semer. En conséquence, le chômage, déjà important, va s'accroître.

Pour lutter contre l'extension du chômage, des plans de travaux publics, notamment pour la reconstruction de Managua, sont prévus. Ils ne suffiront cependant pas à résorber la masse des sans-travail.

Par ailleurs, le sabotage économique de la bourgeoisie se poursuit, avant tout au niveau des investissements, comme le constatait Orlando Nunez, membre de la commission nationale de planification : "... une grande partie des hommes d'affaires nicaraguayens ont quitté le pays et ceux qui sont restés hésitent à reprendre leurs activités. Ce qui entraîne une baisse de la production".

Bien qu'une part importante de l'économie ait été nationalisée, il n'est pas possible de faire reprendre la production par simple décret; d'autre part une extension forcée des nationalisations n'aurait, dans la situation actuelle, comme seul résultat immédiat qu'une baisse encore plus grande de la production.

Le FSLN, qui a dû tenir compte de cette situation et accorder des concessions inévitables au secteur bourgeois, a cependant clairement indiqué que le plan économique de 1980 serait un plan d'urgence pour répondre aux besoins de la majorité de la population. Cette importance accordée au plan ressort aussi du remaniement ministériel qui voit un membre du FSLN, le commandant H. Ruiz, prendre la direction du ministère de la Planification.

## La bataille institutionnelle

La bourgeoisie nicaraguayenne ne se contente pas de camper sur

ses positions économiques, elle tente aussi de reprendre en main le pouvoir politique.

Non contente de réclamer la convocation du Conseil d'Etat (qui pourrait par une majorité des deux tiers bloquer les décisions du gouvernement et dont la composition, selon les accords passés avant la chute de Somoza, fait la part belle aux organisations bourgeoises), elle demande également la mise en place de la Cour suprême comme organe de contrôle de la constitutionnalité des décisions gouvernementales. Le Conseil supérieur de l'économie privée (COSEP, qui regroupe les organi-

sations économiques et patronales de la bourgeoisie) a publié un document synthétisant ces propositions de restriction du pouvoir de décision du FSLN et de limitation de l'activité des organisations de masse.

Après s'être plaint des organes actuels de décision, le COSEP accuse le FSLN et le gouvernement d'avoir "unilatéralement altéré" le programme de gouvernement de juin 1979 et s'inquiète de ce que "le secteur privé se sente absent des décisions du gouvernement". Le manque de garanties accordées à la propriété privée, donc au profit, lui pèse aussi !

Mais les critiques les plus soutenues sont dirigées contre les Comités de Défense Sandiniste (CDS), qui selon le COSEP "n'ont aucune existence légale, ni n'ont été envisagés dans le programme de gouvernement". Et que ces organismes "disposent de plus de prérogatives qu'avant", voilà qui devient franchement insupportable pour ces messieurs.

Enfin, le COSEP demande au gouvernement d'établir "des relations de travail adéquates, de sorte que la production ne continue pas à souffrir de la quantité de temps perdu au ministère du Travail, en meetings, conflits, etc."

## La réponse du FSLN et des organisations de masse

Dans un premier temps, le gouvernement décida de reporter à mai 1980 la convocation du Conseil d'Etat, en affirmant qu'il devait être "restructuré", pour mieux représenter la majorité du peuple. Quelques jours plus tard, la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et quatre autres fédérations syndicales publièrent une déclaration commune approuvant l'ajournement de la convocation du Conseil d'Etat.

Le 7 novembre, la commission nationale des CDS expliqua que l'ajournement "nous permettra de renforcer toutes nos organisations populaires - la CST, l'ATC (organisation des travailleurs agricoles), l'AMN (organisation des femmes) et la JS 19 J (organisation de jeunesse) - qui avec les CDS sont aujourd'hui en train d'ouvrir la voie, dans la vie politique nationale, comme représentants légitimes des intérêts des travailleurs et de leurs alliés tactiques et stratégiques".

Cette déclaration demande ensuite une représentation majoritaire au Conseil d'Etat pour "toutes les organisations de masse qui représentent fidèlement les intérêts des héroïques travailleurs et de leurs alliés". En ce sens, le Conseil d'Etat "doit prendre concrètement un véritable caractère de classe".

L'ATC prendra une position similaire, ce qui amènera l'organe du FSLN, Barricada, à conclure "avec les forces de l'ATC, de la CST et des organisations de masse, le Conseil d'Etat ne sera pas un organe parlementaire, mais bien plus l'expression du pouvoir du peuple organisé".

Les termes de l'affrontement sont ainsi fixés et la bataille pour le Conseil d'Etat risque bien de n'être qu'une première escarmouche. La victoire de la révolution nicaraguayenne dépendra étroitement du développement et de la centralisation des organes de masse, qui pourront assurer la mobilisation anticapitaliste nécessaire. Ptr.



## Solidarité Nicaragua

### Finançons une coopérative textile féminine à Esteli

En accord avec le Front Sandiniste de Libération Nationale, les comités Nicaragua de Suisse soutiennent un projet du Ministère du Bien-être social pour la création d'une coopérative féminine de production textile à Esteli, dans la province la plus dévastée du Nicaragua. L'objectif est de récolter, jusqu'à fin février 1980, la somme de 40 000.- francs.

#### La coopérative féminine de production textile d'Esteli

Le projet consiste à créer une unité de production de vêtements. Le groupe de travail, composé au départ de 31 femmes, est organisé comme un collectif de production. Avec le temps, il prendra en charge des tâches allant au-delà de la simple production de vêtements, comme par exemple la formation d'autres femmes, qui ensuite formeront de nouveaux collectifs de production. Ces unités de produc-

tion seront réparties de manière décentralisée, la première d'entre elles à Esteli justement. La création d'emplois pour les femmes vise à intégrer les très nombreuses femmes sans travail dans des collectifs de production populaires. Ceux-ci devront être autogérés et autofinancés. Ainsi les femmes, par leur propre travail pourront améliorer leurs conditions de vie et se libérer des rapports d'exploitation traditionnels (comme le travail sur les plantations, par exemple).

Les produits de ce collectif de production sont des vêtements, pantalons, chemises, etc., pour la population disposant de revenus inférieurs et moyens. Le volume de la production a été établi à partir des besoins de la population du département d'Esteli et s'élèvera à environ 29 000 vêtements pour l'année 1980. Le prix de vente est fixé en tenant compte du revenu de ces couches : une pièce de vêtement sera vendue 7

dollars US (le salaire d'une journée de travail d'un travailleur sur les plantations de café est de 2 dollars environ).

#### Le programme "La femme dans la révolution"

Ce projet fait partie d'un programme global, intitulé "La femme dans la révolution". Ses buts généraux sont : - stimuler l'intégration de la femme dans le processus de production, afin d'améliorer ses conditions de vie et de lui permettre de se libérer des relations traditionnelles d'exploitation; - formation générale, culturelle, professionnelle et politique de la femme, afin que les femmes puissent participer de plein pied à toutes les activités sociales.

Une série de mesures sont avancées dans ce sens : création d'emploi pour les femmes, décentralisation de la production hors des grands centres urbains, création de collectifs autofinancés et

autogérés, formation politique, professionnelle et culturelle continue dans ces collectifs, création d'infrastructures libérant les femmes travailleuses des tâches ménagères : crèches, cuisines collectives, laveries collectives, protection de la maternité avec congé payé.

La réalisation de ce programme dans un pays pillé par la dictature et menacé par l'impérialisme, n'est pas chose facile. Il dépend de la solidarité internationale, de son soutien financier massif, que la femme nicaraguayenne, qui fut aux avant-postes de la lutte politique et militaire contre Somoza, puisse aller de l'avant dans la voie de sa libération. Ptr.

**VERSEZ VOS DONNS**  
au CCP 80 - 60 518,  
Nicaragua-Solidaritätskomitee,  
Zurich, mention "Esteli".